

RENOVATION EHPAD HENRI GUIDET

*CH Bapaume pour le Groupe Hospitalier Artois-
Ternois*



CCTP DCE

LOT 00 DESAMANTAGE – CURAGE

Version du 11 Décembre 2024

Agence GUILLOU	ARCHITECTE
BAVAY	59570
AELIA	BET TCE
SAINT ANDRE LEZ LILLE	59350
MPI Développement	OPC
AMIENS	80000
NAMIXIS	COSSI
MONTIGNY LE BRETONNEUX	78180
OSERBAT	ECONOMISTE
VALENCIENNES	59300
BET360	BET THERMIQUE
BEAUMETZ LES LOGES	62123

Table des matières

1. GENERALITES COMMUNES	5
1.1 DESCRIPTION DU PROJET	5
1.2 RECONNAISSANCE DES ELEMENTS A TRAITER	5
1.3 TEXTES REGLEMENTAIRES ET NORMATIFS APPLICABLES	5
1.3.1 Textes réglementaires	5
1.3.2 Déchets.....	5
1.3.3 Méthodologie.....	5
1.3.4 Normes et références	6
1.3.5 Contraintes particulières	6
2. SPECIFICATIONS GENERALES - DESAMIANPAGE	7
2.1 DOCUMENTS TECHNIQUES CONTRACTUELS	7
2.2 ETUDES.....	8
2.3 ETENDUE DES TRAVAUX ET PRESTATIONS A LA CHARGE DU PRESENT LOT	8
2.4 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES DES TRAVAUX DE DESAMIANPAGE	9
2.4.1 Normes et réglementations	9
2.4.2 Programme des travaux.....	10
2.4.3 Dispositions générales.....	11
2.4.4 Choix du type d'E.P. I	13
2.4.5 Cartographie et balisage d'un chantier	13
2.4.6 Différents types d'E.P. I	13
2.4.7 Conditionnement et emballage.....	14
2.4.8 Etiquetage.....	14
2.4.9 Transport	15
2.4.10 Présence d'amiante.....	15
2.4.11 Recommandations.....	15
2.5 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES & DES TRAVAUX DE CURAGE	15
2.5.1 Impositions et autorisations des services administratifs.....	15
2.5.2 Sécurité générale des usagers, des voies publiques et des voisins	16
2.5.3 Salissures des voies du domaine public	16
2.5.4 Chutes de matériaux des bennes engins	16
2.5.5 Accès, circulation et entretien des routes.....	16
2.5.6 Travaux de réfection.....	16
2.5.7 Méthodes d'exécution des travaux	16
2.5.8 Ouvrages existants voisins	17
2.5.9 Ouvrages souterrains existants.....	17
2.5.10 Evacuation des gravois.....	17
2.5.11 Récupération des matériaux et enlèvement des déblais.....	17
2.5.12 Nuisance sonore.....	17
2.5.13 Hygiène et sécurité	18
2.5.14 Horaires	18
2.5.15 Sécurisation du site	18
2.5.16 Méthodologie de travail.....	18
2.5.17 Textes réglementaires à respecter	19
2.5.18 Nettoyage et bennes.....	19
2.6 PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA SECURITE.....	20
2.7 RESPONSABILITE ET AUTOCONTROLE.....	20
2.8 VISITE DES LIEUX ET CONNAISSANCE DU PROJET	21
2.9 RECEPTION DES SUPPORTS.....	21
2.10 NETTOYAGE	21
2.11 PRESENTATION DES OFFRES	21
2.12 VERIFICATION DES QUANTITES DU CDPGF.....	21

2.13	DOCUMENTS A FOURNIR PAR L'ENTREPRENEUR	22
2.14	DOCUMENTS A CONSULTER	22
2.14.1	Matériaux de base	22
2.14.2	Essais	22
3.	SPECIFICATIONS GENERALES - CURAGE	23
3.1	ETUDES	23
3.2	ETENDUE DES TRAVAUX ET PRESTATIONS A LA CHARGE DU PRESENT LOT	24
3.3	OUVRAGES NON DECRITS SPECIFIQUEMENT	24
3.4	CARTOGRAPHIE ET BALISAGE D'UN CHANTIER	25
3.5	DIFFERENTS TYPES D'EPC	25
3.6	CONDITIONNEMENT ET EMBALLAGE	26
3.7	ETIQUETAGE	27
3.8	TRANSPORT	27
3.9	PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES & DES TRAVAUX DE CURAGE	27
3.9.1	Impositions et autorisations des services administratifs	27
3.9.2	Sécurité générale des usagers, des voies publiques et des voisins	27
3.9.3	Salissures des voies du domaine public	28
3.9.4	Chutes de matériaux des bennes engins	28
3.9.5	Accès, circulation et entretien des routes	28
3.9.6	Travaux de réfection	28
3.9.7	Méthodes d'exécution des travaux	28
3.9.8	Ouvrages existants voisins	28
3.9.9	Ouvrages souterrains existants	29
3.9.10	Evacuation des gravois	29
3.9.11	Récupération des matériaux et enlèvement des déblais	29
3.9.12	Nuisance sonore	29
3.9.13	Hygiène et sécurité	30
3.9.14	Horaires	30
3.9.15	Sécurisation du site	30
3.9.16	Méthodologie de travail	30
3.9.17	Textes réglementaires à respecter	30
3.9.18	Nettoyage et bennes	31
3.10	PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA SECURITE	31
3.11	RESPONSABILITE ET AUTOCONTROLE	31
3.12	VISITE DES LIEUX ET CONNAISSANCE DU PROJET	32
3.13	RECEPTION DES SUPPORTS	32
3.14	NETTOYAGE	32
3.15	PRESENTATION DES OFFRES	32
3.16	VERIFICATION DES QUANTITES DU CDPGF	33
3.17	DOCUMENTS A FOURNIR PAR L'ENTREPRENEUR	33
3.18	DOCUMENTS A CONSULTER	33
4.	DESCRIPTION DES OUVRAGES	34
4.1	INSTALLATION DE CHANTIER	34
4.2	TRAVAUX PREPARATOIRES ET ETUDES	34
4.2.1	Constat des lieux	34
4.2.2	Plan de retrait amiante	35
4.2.3	Moyens de protection et conservation des existants	44
4.2.4	Travaux préalables de mise en sécurité	44
4.3	TRAVAUX DE DESAMIANTAGE	45
4.3.1	localisation	45
4.3.2	Bouchement / calfeutrement	45
4.4	TRAVAUX DE CURAGE	46
4.4.1	Dépose des réseaux, appareils, terminaux et mobiliers	46
4.4.2	Démentiellement dépose et évacuation des appareils élévateurs	46
4.4.3	Démolition des cloisons	47

4.4.4	Dépose des revêtements de sol	47
4.4.5	Dépose des faux plafonds.....	48
4.4.6	Dépose des menuiseries intérieures.....	48
4.4.7	Dépose des éléments de métallerie et serrurerie	48
4.4.8	Dépose des équipements en toiture et combles.....	48
4.4.9	Dépose des isolants en combles.....	49
4.4.10	Réfection de l'étanchéité à l'air et à l'eau	49
4.4.11	Curage des revêtements muraux	49
4.4.12	Dépose des installations de lutte contre l'incendie :	50

1. GENERALITES COMMUNES

1.1 DESCRIPTION DU PROJET

La présent CCTP a pour but de définir les prestations se rapportant à l'exécution des travaux de curage dans le cadre de la réhabilitation du bâtiment HENRI GUIDET du centre hospitalier de BAPAUME.

1.2 RECONNAISSANCE DES ELEMENTS A TRAITER

Le Dossier Technique Amianté référencé rapport, **2312631** de l'APAVE du 08/04/2024. est joint au présent C.C.T.P.

La recherche des matériaux et produits contenant de l'amiante avant travaux conformément à la norme NFX 46-020 a été effectuée par APAVE.

1.3 TEXTES REGLEMENTAIRES ET NORMATIFS APPLICABLES

1.3.1 Textes réglementaires

Loi n° 90.613 du 12 Juillet 1990 (Art. L 22.3 et L 124.2.3) et ses Arrêtés : Interdiction de conclure des contrats à durée déterminée et contrats de travail temporaire pour effectuer des travaux soumis à surveillance médicale spéciale.

Code de la santé publique : Articles R. 1334-14 à R. 1334-29 et annexe 13-9 Code du travail :

Mesures particulières de protection contre les risques liés à l'amiante Règles générales de prévention du risque chimique

Règles particulières de prévention à prendre contre les risques d'exposition aux agents cancérogènes

Arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante

Arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante.

1.3.2 Déchets

Arrêté du 9 décembre 2010 modifiant l'arrêté du 29 mai 2009 relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres (dit « arrêté TMD »)

Décret n° 2002-540 du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets Arrêté du 30 Décembre 2002 relatif au stockage de déchets dangereux Arrêté du 12 mars 2012 relatif au stockage des déchets d'amiante.

1.3.3 Méthodologie

Norme NF EN ISO 16000-7 et son Guide d'application GA NFX 46-033 : Stratégie d'échantillonnage pour la détermination des concentrations en fibres d'amiante en suspension dans l'air

Norme XP X 43-269 relative au « prélèvement sur filtre à membrane pour la détermination de la concentration en nombre de fibres par les techniques de microscopie »

Norme NF X 43-050 relative à la détermination de la concentration en fibres d'amiante par microscopie électronique à transmission

Document LAB REF 26 du COFRAC : Exigences spécifiques pour l'accréditation des organismes procédant aux mesures d'empoussièrement en fibres d'amiante dans les immeubles bâtis

Document LAB REF 28 du COFRAC : Exigences spécifiques pour l'accréditation des organismes procédant aux mesures des niveaux d'empoussièrement de fibres d'amiante au poste de travail.

1.3.4 Normes et références

Guide INRS ED 6091 : relative aux travaux de retrait ou d'encapsulage de matériaux contenant de l'amiante

Norme AFNOR NFX 46-021 : Examen visuel des surfaces traitées après travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante

L'Entrepreneur devra respecter :

Les prescriptions du P.G.C dans le cadre de l'article R4532-43 du code du travail

Les déchets provenant de matériaux contenant de l'amiante seront éliminés par enfouissement en décharge de classe appropriée (classe 1 à priori). Prévoir l'Inertage si cette option est retenue.

L'entrepreneur aura implicitement à sa charge dans le cadre du prix de son marché :

- Toutes les manutentions de chargement et de déchargement des camions
- le pesage des déchets
- les frais et taxes à régler au lieu de décharge et tous autres frais éventuels générés par l'enlèvement à la décharge des déchets
- le bordereau de suivi des déchets contenant de l'amiante qui sera établi et suivi par l'entrepreneur, sur la base du bordereau provisoire défini en annexe 4 de la circulaire du 9 janvier 1997, en 6 exemplaires, dont la diffusion sera effectuée par l'entrepreneur.

L'entrepreneur joindra à son offre, en 1 exemplaire, un mémoire technique énumérant et définissant :

- l'accessibilité pour la réalisation des travaux
- les moyens matériels envisagés pour l'exécution des travaux et le respect du calendrier des travaux
- le processus retenu avec l'évaluation de l'empoussièrement (état de la validation) ainsi que l'empoussièrement retenu pour ce chantier
- les méthodologies et les moyens envisagés pour le recueil et l'enlèvement des déchets
- les travaux annexes nécessaires pour le traitement de ces ouvrages
- les équipements et matériels existants dans les locaux, à déplacer ou à laisser en place, et tous autres éléments pouvant amener des contraintes lors de l'exécution des travaux
- la situation géographique de la décharge autorisée (classe 1, 2 ou 3) qui a été prévue pour l'enfouissement des déchets.

1.3.5 Contraintes particulières

L'attention de l'Entrepreneur est tout particulièrement attirée sur les faits suivants :

- Les travaux s'effectueront à l'intérieur d'un bâtiment ERP type J de 4^{ème} catégorie, au sein d'un groupement en activité sur un site comprenant d'autre locaux et établissement restant en activité,
- L'utilisation des ascenseurs est interdite lors pendant toute la durée des travaux,
- La protection des ouvrages conservés est obligatoire.

2. SPECIFICATIONS GENERALES - DESAMIANPAGE

Lorsque dans le présent CCTP-type figure la formule “ à l'identique ”, elle implique le respect des contraintes archéologiques et architecturales liées à l'histoire du bâtiment concerné ainsi qu'une identité d'aspect avec les parties conservées, mais elle ne préjuge pas d'un usage strict des matériaux initiaux comme des techniques de mise en œuvre initiales.

Le présent CCTP, comme les autres pièces de marché qui le complètent, doit en conséquence définir pour chaque ouvrage (ou élément d'ouvrage) toutes les données à imposer pour sa réalisation, soit en fonction des normes qui sont rappelées, soit en y dérogeant.

Pour un certain nombre de ces ouvrages, il est fait mention de “ surfaces de références ” à localiser sur le bâti existant pour permettre à l'entreprise de connaître très précisément “ le résultat ” qui lui sera imposé et répondre ainsi à la notion d'identique évoquée ci avant.

Les “ dispositions générales ” concernent des prescriptions applicables à tous les cas de la rubrique concernée, quels que soient le type de chantier, la nature et la destination de l'édifice ou de l'objet de la restauration.

Les “ dispositions particulières ” sont des recommandations spécifiques à l'ouvrage concerné.

Elles sont fonction :

- De la particularité du chantier ;
- Des contraintes du projet ;
- De la difficulté de réalisation des ouvrages ;
- Des conditions climatiques et/ou géographiques ;
- De la nature de l'édifice ou de l'objet ;
- De l'état de l'édifice ou de l'objet ;
- De la destination de l'ouvrage ;
- Des difficultés susceptibles de survenir en cours de travaux ;
- D'une façon plus générale de toutes les causes susceptibles d'influer sur la réalisation d'un ouvrage, dont il est fait état à titre d'information auprès des entreprises, sans que les dispositions énoncées puissent être considérées comme exhaustives.

L'entreprise a l'obligation d'employer une main-d'œuvre qualifiée et des matériaux de choix.

2.1 DOCUMENTS TECHNIQUES CONTRACTUELS

Se référer aux articles décrits dans les spécifications et prescriptions techniques de chaque type de travaux.

En complément des documents techniques contractuels visés à l'article "pièces constitutives du marché" du C.C.A.P., sont considérés comme contractuels les documents suivants :

- Le présent C.C.T.P. (cahier des clauses techniques particulières)
- Le détail estimatif formant décomposition du prix global et forfaitaire de l'entreprise
- Les Plans guides « marchés » de l'Architecte
- Pour les ouvrages non agréés par le C.S.T.B., l'entrepreneur devra souscrire, en sus de son assurance individuelle de base, un engagement de responsabilité décennale :
- Les cahiers des D.T.U. (documents Techniques Unifiés) publiés à la date de l'offre par le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (C.S.T.B.).
- Les normes françaises N.F. intéressant directement ou indirectement les travaux projetés.

2.2 ETUDES

Les études d'exécution (phasage, notes de calcul des renforcements, etc.) sont à la charge de l'entreprise. L'entrepreneur ne pourra réclamer aucun supplément si le Maître d'Œuvre ou le Bureau de Contrôle ou les caractéristiques réelles du terrain ou des existants l'obligent ou lui imposent un mode constructif autre que celui qu'il aura prévu.

L'entrepreneur aura toute latitude auprès du Bureau d'étude pour faire étudier le système constructif de son choix pourvu que celui-ci ait l'agrément du Maître d'Œuvre et du Bureau de contrôle. L'entrepreneur du présent lot devra vérifier les plans faisant partie du projet de consultation et concernant les ouvrages dont l'exécution lui appartient. Les cotes indiquées aux plans ne sont données qu'à titre indicatif, seuls les calculs béton armé permettent de donner les dimensions exactes.

Les plans Curage, joints au DCE, indiquent les ouvrages de structure à démolir et à conserver. Aucun élément ne pourra être ajouté ou supprimé sans accord préalable écrit du Maître d'Œuvre.

Tous les plans établis par l'Entreprise seront obligatoirement soumis au visa du Maître d'Œuvre et du Bureau de Contrôle avant toute la mise en œuvre sur le chantier. A cet effet, l'Entreprise établira un planning détaillé d'exécution et de diffusion des études, prévoyant en particulier des délais suffisants pour examen de ces pièces par le Maître d'Œuvre et le Bureau de Contrôle.

Les plans d'exécution d'ouvrages divers seront établis par l'Entreprise dans les mêmes conditions que précédemment (maçonneries, réservations, etc....).

Ces études seront menées en étroite collaboration avec les corps d'état concernés.

2.3 ETENDUE DES TRAVAUX ET PRESTATIONS A LA CHARGE DU PRESENT LOT

Les travaux à réaliser par l'entreprise dans le cadre de son marché sont essentiellement les suivants :

- La fourniture des échafaudages, engins et appareils nécessaires à l'exécution des travaux, leur pose, déplacements, dépose et enlèvement.
- La protection des ouvrages repérés comme étant à « conserver ».
- La neutralisation des réseaux : plomberie / chauffage / ventilation / électriques, etc.
- Les travaux de nettoyage, curage et dépose des pièces intérieures de l'ensemble du bâtiment.
- Les travaux de déplombage.
- La dépose de certains ouvrages extérieurs repérés sur les plans architecte, compris descellements, décalfeutrements, démontages, désassemblages ou autres nécessaires à la dépose proprement dite en une ou plusieurs parties.
- L'évacuation de tous les ouvrages ou éléments décrits dans les paragraphes ci-dessous.
- Fourniture des modes opératoires avant démarrage des travaux des zones concernées.
- Les étalements nécessaires à la stabilité des ouvrages, pendant les phases de dépose.
- L'adaptation du matériel utilisé aux travaux à réaliser.

Les prestations de l'entrepreneur comportent en outre :

- Les assurances nécessaires.
- Les installations de chantier et de la base vie réglementaires pour les besoins personnels et matériels.
- Les dispositifs de sécurité (balisage des zones de travaux, protections des travailleurs, protection des riverains).
- L'établissement du PPSPS dès réception du PGC.
- Les frais de transports de matériels.
- Les frais inhérents à la dépose ou traitement et à l'évacuation des déchets de toutes natures (DI, DIB, DIS), ainsi qu'à leur valorisation éventuelle.

- Les moyens de levage et d'échafaudage.
- Le stockage sur le chantier sous la responsabilité de l'entrepreneur.
- Le nettoyage régulier et l'évacuation à la décharge de tous les éléments impropres à une utilisation.
- Les dépenses d'énergies pour la réalisation du chantier.
- Les branchements au départ des fluides + sous comptage
- Les branchements / points d'eau + TD chantier pour l'alimentation des niveaux

2.4 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES DES TRAVAUX DE DESAMANTAGE

2.4.1 Normes et réglementations

Les travaux de démolitions ne font l'objet d'aucun DTU.

Toutefois l'entreprise garantit au Maître d'Ouvrage le respect de l'application conforme des décrets, arrêtés et normes en vigueur. Elle est en outre pleinement responsable de l'obtention des accords administratifs nécessaires à l'accomplissement de ses travaux et de tous les frais en résultant.

L'entreprise devra se conformer notamment aux prescriptions suivantes :

- Gestion des déchets suivant article ci-dessous.
- Code de la Santé Publique, et notamment sa Partie Réglementaire, livre 3 : Protection de la santé en environnement, Titre 3 : Prévention des risques sanitaires liés aux milieux et sécurité sanitaire environnementale, chapitre 4 : Lutte contre la présence de plomb ou d'amiante, section 2 : Exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis (articles R1334-14 à R1334-29).
- Code du travail, et notamment sa Partie réglementaire nouvelle – QUATRIEME PARTIE : SANTE ET SECURITE AU TRAVAIL – LIVRE IV : PREVENTION DE CERTAINS RISQUES D'EXPOSITION – TITRE Ier : RISQUES CHIMIQUES – Chapitre II : mesures de prévention des risques chimiques – section 3 risques d'exposition à l'amiante (articles R.4412-94 à R 4412-148).
- Décret n° 65-48 du 8 janvier 1965, modifiés par le décret n° 81-989 du 30 octobre 1981, par le décret n° 93-41 du 11 janvier 1993, par le décret n° 95-608 du 06 mai 1995, et par le décret n° 98-1084 du 2 décembre 1998, portant règlement d'administration publique pour l'exécution des dispositions du livre II du Code du travail (titre II : Hygiène et sécurité des travailleurs) en ce qui concerne les mesures particulières de protection et de salubrité applicable aux établissements, dont le personnel exécute des travaux de bâtiment, des travaux publics et tous autres travaux concernant les immeubles.
- Code de l'environnement, et notamment sa partie législative, livre V : prévention des pollutions, des risques et des nuisances – Titre Ier : Installations classées pour la protection de l'environnement (articles L.511-1 à L.517-2), et titre IV : Déchets (articles L.541-1 à L.542-14).
- Arrêté du 22 février 2007 définissant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou de confinement de matériaux contenant de l'amiante.
- Arrêté du 22 février 2007 définissant les travaux de confinement et de retrait de matériaux non friables contenant de l'amiante présentant des risques particuliers en vue de la certification des entreprises chargées de ces travaux.
- Décret n°2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante.
- Décret n° 2002-540 du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets.
- Arrêté du 30 décembre 2002 relatif au stockage de déchets dangereux.
- Décret n° 98-679 du 30 juillet 1998 relatif au transport par route, au négoce et au courtage des déchets (JO du 06/08/98).

- Arrêté du 23 décembre 2004 portant agrément d'organismes habilités à procéder aux mesures de la concentration en poussières d'amiante des immeubles bâtis modifié par les arrêtés des 23 février 2005 et 6 avril 2005.
- Arrêté du 31 décembre 2004 portant agrément d'organismes habilités à procéder aux contrôles de la concentration des poussières d'amiante dans l'atmosphère des lieux de travail.
- NF X46-010 – Santé et sécurité au travail – Amiante friable – Qualification des entreprises réalisant des travaux de traitement de l'amiante friable – Référentiel technique.
- NF X46-011 – Santé et sécurité au travail – Amiante friable – Qualification des entreprises réalisant des travaux de traitement de l'amiante friable – Référentiel technique- Modalités d'attribution et de suivi des certificats de qualification.
- NF X46-020 : Repérage amiante - Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis - Mission et méthodologie (Indice de classement : X46-020)
- NF X46-021 – Traitement de l'amiante dans les immeubles bâtis – Examen visuel des surfaces traitées après travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante – Mission et méthodologie.

2.4.2 Programme des travaux

Dès notification du marché, la phase préparatoire sera consacrée à :

- L'établissement du plan de retrait,
- L'établissement des documents réglementaires (ouverture de chantier et fourniture du P.P.S. dès réception du plan général de coordination),
- La mise en place des installations de chantier.

Le plan de retrait, établi 30 jours avant le démarrage des travaux conformément au décret 96-98 du 7 février 1996 modifié, décrira les équipements et les procédures de décontamination du site.

Ce plan comprendra les informations suivantes :

2.4.2.1 Méthode

- Localisation du chantier :
 - o Situation précise du chantier et de son environnement, y compris les plans de masse, du bâtiment ou local où se déroule le chantier.
 - o Sur les plans sont précisés les ouvertures, les accès des personnes et le cheminement des matériaux et gravats ainsi que tout élément pouvant interférer avec le déroulement des travaux (issue de secours, ascenseurs, porte de secours...).
- Gestion de l'exposition :
 - o Étant donné la limitation de la concentration moyenne en fibres d'amiante dans l'air inhalé par un travailleur à 0,1 fibre/cm³, mesurée sur une heure de travail, (conformément à l'arrêté du 14 mai 1996 sur le contrôle de l'empoussièrement) les mesures prises pour atteindre cet objectif seront exposées par l'employeur ainsi que l'avis du médecin du travail et du CHSCT.
- Organisation du chantier :
 - o Les règles d'accès, les balisages et la surveillance seront décrits
- Gestion des déchets :
 - o Le tri, la collecte et le conditionnement seront précisés ainsi que le volume généré et les filières d'élimination.

2.4.2.2 Contrôles

- Contrôle du chantier : les points de contrôle justifiant le passage d'une étape à une autre seront précisés. Un plan du chantier en cours de travaux sera annexé (emplacement des sas, des extracteurs, des points d'entrée d'air, des points de mesure de la dépression et des points de contrôle de l'empoussièrement).
- La fréquence des contrôles des rejets et des contrôles dans les sas doit également être précisée. Cette fréquence doit être cohérente avec les résultats de l'évaluation du risque.
- Surveillance des opérations : elle pourra être formalisée par des états de chantier.

2.4.2.3 Évaluation

- Identification du danger : nature de l'amiante (chrysotile, amosite...) et état de dégradation, concentration (en s'appuyant sur des analyses), présence d'autres matériaux... Une localisation précise des matériaux contenant de l'amiante sur un plan du chantier est fournie, identifiant les principaux points critiques.
- Une des sources d'identification peut être le rapport remis par le technicien de la construction qualifié dans le cadre du diagnostic prévu par le décret n° 96-97 modifié.

Analyse du risque :

- Description du procédé de démolition, de retrait ou de confinement
- Evaluation du risque engendré par ce procédé,
- Analyse des procédures et modes opératoires.

Mesures de prévention : collective et individuelle.

Les dispositifs de protection (type de confinement, d'extracteurs, d'équipements de protection individuelle...) sont décrits de façon précise ainsi que leur mode d'utilisation et de contrôle.

Ce plan sera soumis à l'avis du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail et du Médecin du Travail. Il sera transmis sous sa forme finale à l'Inspecteur du Travail, à la Caisse Régionale d'Assurance Maladie (CRAM) et à l'OPPBTP.

Dès l'accord de l'inspection du travail et des organismes de prévention, les travaux de confinement et de désamiantage pourront alors commencer.

L'intervention se fera par phase au fur et à mesure, suivant le planning et la coordination générale du chantier.

2.4.3 Dispositions générales

2.4.3.1 Méthodes pour le retrait de l'amiante : formation et habilitations du personnel

La formation et les habilitations spécifiques aux travaux exposants aux fibres d'amiante ont pour but :

- De sensibiliser le salarié aux risques liés à l'amiante et d'obtenir son adhésion en matière de prévention,
- De donner au salarié un niveau de connaissance suffisant lui permettant de respecter parfaitement les procédures et les consignes spécifiques aux travaux de traitement et de dépose de matériaux contenant de l'amiante,
- De valider ce niveau de connaissance.

2.4.3.2 Prévention médicale

Un salarié ne sera affecté aux travaux de retrait de l'amiante que si sa fiche d'aptitude établie en application de l'article R 241-57 du code du travail et de l'article 40 du décret du 11 mai 1982 atteste qu'il ne présente pas de contre-indication médicale à ces travaux. Cette fiche d'aptitude est renouvelée au moins une fois par an.

Le décret 96-98 du 7 février 1996 modifié prescrit un suivi des durées d'exposition à l'inhalation de fibres d'amiante et des niveaux d'empoussièrement des postes de travail. Les salariés présents sur un chantier amiante portent obligatoirement des E.P.I. adaptés au niveau de contamination de la zone où ils interviennent : les facteurs de protection des E.P.I. utilisés permettent de garantir une concentration en fibres d'amiante inférieure à 100 fibres par litre d'air inhalé (Cf. protection du personnel).

L'inhalation de fibres d'amiante ne peut donc être le fait d'une exposition accidentelle (incident sur un appareil de protection respiratoire par exemple) et n'est absolument pas liée, en temps normal, à la concentration en fibres d'amiante de la zone de travail. C'est pourquoi, il sera effectué deux suivis de natures différentes :

Suivi des heures de travail en zone contaminée (zone orange ou rouge) du type d'EP.I. Utilisé et de la nature des travaux (préparation d'une zone, dépoussiérage, déflocage).

Ces renseignements ont pour but de vérifier l'adéquation entre le niveau de contamination (zone orange ou rouge) et le type d'équipements individuels porté pour s'en protéger.

Suivi des expositions anormales (durées et niveau d'exposition). Toutes ces informations sont relevées quotidiennement par chaque salarié sur le document « suivi d'intervention amiante » de son cahier individuel (Cf. annexe 1). Le service du personnel synthétise toutes ces informations dans le dossier personnel de chaque salarié sur la fiche amiante :

- Nombre d'heures de travail en zone contaminée,
- Date, durée et niveau des expositions anormales,
- Date et durée des arrêts maladie.

Cette fiche est communiquée au médecin du travail pour la visite médicale annuelle. Tout travailleur a accès aux informations qui le concernent personnellement.

Le chef d'entreprise s'assurera par ailleurs que le dossier médical d'un salarié quittant la Société est bien transféré au médecin du travail de son nouvel employeur, si celui-ci est connu.

2.4.3.3 Protection du personnel différents types d'E.P. I

Sont appelés équipements de protection individuelle ou E.P.I., les équipements utilisés face aux risques liés à l'amiante à l'exclusion des autres risques auxquels sont confrontés les salariés des entreprises de travaux (travaux en hauteur, chutes d'objets, dangers électriques, etc.).

Les E.P.I. comportent deux éléments principaux :

- Appareil de protection respiratoire pour protéger l'opérateur contre l'inhalation de fibres l'amiante,
- Vêtement de protection permettant à l'opérateur de ne pas propager de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail.

Il sera utilisé deux types d'E.P.I. :

- E.P.I Légers : équipements d'utilisation simple pour des interventions en atmosphère peu polluée (nettoyage initial, mise en place des confinements, etc..). Cet équipement comprend un demi-masque P 3 de facteur de protection au moins égal à 20 et une combinaison jetable. Cependant nous conseillons, au vue de la pénibilité des travaux, le masque ou demi-masque doté d'un système à ventilation assistée avec des filtres TMP3 P
- E.P.I Lourds : équipements pour des interventions en atmosphère très polluée. L'appareil de protection respiratoire sera un heaume isolant à adduction d'air comprimé rendu respirable dont le facteur de protection est au moins égal à 50 000. Cette protection étant de classe 3, un registre de vérification sera tenu sur le chantier.

Ces équipements sont attribués personnellement et chaque salarié est responsable de l'état et de l'utilisation de ses E.P.I. ; il les nettoie et les vérifie à chaque poste.

2.4.4 Choix du type d'E.P. I

Le décret 96-98 du 7 février 1996 modifié précise que les E.P.I. doivent être choisis « afin que la concentration moyenne en fibres d'amiante dans l'air inhalé par un travailleur ne dépasse pas 100 fibres par litre d'air sur une heure de travail ». Les appareils de protection respiratoire sont donc choisis de sorte que les salariés ne soient jamais exposés à une concentration en fibres d'amiantes supérieure à cette valeur limite.

2.4.5 Cartographie et balisage d'un chantier

Les intervenants présents sur un chantier d'amiante doivent connaître, à tout moment, le niveau de contamination par des fibres d'amiante de la zone où ils se trouvent afin d'adapter leur comportement en matière de sécurité et de protection de la santé. Dans un souci de simplification et de clarification, il sera défini, sur un chantier d'amiante, trois types de zones :

- Zone rouge : zone fortement contaminée (plus de 100 fibres d'amiante par litre d'air)
- Zone orange : zone faiblement contaminée (de 5 à 100 fibres d'amiante par litre d'air)
- Zone verte : zone saine (moins de 5 fibres par litre d'air)

Une cartographie du site précisera le découpage en différentes zones ; elle sera établie et tenue à jour à partir des mesures d'empoussièrement réalisées sur le chantier (mesures d'état zéro, de surveillance du chantier et libératoire). Ce découpage sera reporté sur le terrain par un balisage clair de toutes les zones.

A chaque type de zone correspondra des règles des procédures et des mesures de protection spécifiques.

Un point zéro sera effectué avant le démarrage des travaux par zones. Par point zéro, on entend le niveau initial de pollution par les fibres d'amiante de l'atmosphère des locaux dans lesquels sont prévus les travaux.

La phase de préparation du chantier nécessitera de connaître avec précision la nature des matériaux à déposer, leur emplacement, leur composition et leur état initial de conservation (cf. diagnostics Contrôle G en annexe du dossier de consultation des entreprises).

Des contrôles libératoires seront prévus en fin de travaux. Ceux-ci seront prévus par zone de confinement avant enlèvement des sas de confinement.

Si le résultat du contrôle indique une valeur inférieure à la valeur réglementaire de 5 fibres/litre, le confinement sera alors démonté.

Sinon, les contrôles suivants seront réalisés aux frais de l'entreprise, après nettoyages autant que nécessaire pour arriver à cette valeur limite.

En fin de travaux sur l'ensemble des zones, un ultime contrôle libératoire après enlèvement des confinements sera réalisé par prélèvement atmosphérique avant restitution des locaux destinés à être démolis.

2.4.6 Différents types d'E.P. I

En plus des E.P.I décrits ci-dessus, et en fonction de la cartographie du chantier, des moyens collectifs de protection sont à prévoir afin de protéger le personnel exécutant les travaux mais aussi, les intervenants des autres entreprises présentes le cas échéant, les occupants éventuels des locaux voisins des locaux à traiter et l'environnement proche du chantier.

Ces équipements seront :

- Le confinement statique
- Le confinement statique est constitué d'une double couche de films en polyane placé sur l'ensemble des surfaces de la zone, à l'exception de la partie à désamianter. Il vise à empêcher la dispersion des fibres d'amiante à l'extérieur de la zone.
- Le confinement dynamique avec mise en dépression de la zone de travail.

La dépression de la zone confinée se fera à l'aide d'une ventilation mécanique extrayant l'air de la zone, avec sur l'extraction des caissons de filtration conforme à la norme NF X 44-013 ;

L'extraction sera alimentée sur un réseau secouru. L'amenée naturelle ou mécanique de l'air compensera la mise en dépression (de préférence par le sas). L'accès à la zone confinée se fera à travers un sas à 3 ou 5 compartiments. L'air doit circuler dans le sas en régime turbulent et de l'extérieur de la zone de travail vers l'intérieur. Selon l'obligation, au moins un compartiment du sas sera équipé d'une douche pour le lavage de tout ce qui sort de la zone confinée. Il est rappelé aux entreprises que tous les équipements après la fin des travaux sont à évacuer suivant les mêmes méthodes et circuits que les matériaux eux même.

2.4.7 Conditionnement et emballage

L'entreprise qui effectue le retrait ou le confinement des MCA (matériaux contenant de l'amiante) doit prendre toutes mesures pour conditionner et évacuer de la zone de travail, les déchets au fur et à mesure de leur production.

Les déchets sont conditionnés conformément aux règlements en vigueur et aux règles imposées par les cahiers des charges des centres d'élimination des déchets de MCA. Le type de conditionnement sera adapté à la nature des déchets : friables, non friables, produits palettisables, EPI, films en matière plastique, etc...

Les conditionnements doivent posséder des caractéristiques propres à éviter toute dispersion de fibres d'amiante (résistance à la déchirure, étanchéité, décontamination) et à permettre leur manutention toutes les étapes de la chaîne d'élimination.

Pour les MCA friables et les déchets contenant de l'amiante libre, le principe généralement établi est le double emballage. Toutefois, d'autres techniques de conditionnement apportant des garanties d'étanchéité équivalentes ou meilleures peuvent être admises. Ces déchets contenant de l'amiante sont soumis par ailleurs aux règlements du transport des matières dangereuses en particulier concernant leurs emballages extérieurs pour le transport qui peuvent être, selon la filière d'élimination :

- Des grands récipients pour le vrac (GRV) en matière plastique, métalliques ou composites
- Des fûts en acier, en aluminium ou en matière plastique
- Des conteneurs fermés
- Etc...
- Et porter le marquage requis par ces règlements.

Les produits comportant de l'amiante lié comme dans le cas où l'amiante serait immergé ou fixée par un liant naturel ou artificiel (ciment, bitume, asphalte, matière plastique, résine, colle, etc..) sont conditionnés par colis de taille adaptée aux conditions et matériels choisis pour la manutention, recouverts d'un film en matière plastique. Les fragments et les petits éléments sont conditionnés dans des GRV ou des conteneurs fermés.

2.4.8 Etiquetage

Sur chaque conditionnement unitaire de déchets contenant de l'amiante, il doit être apposé une étiquette conforme au modèle ci-contre donné par le décret n° 88-466 du 28 avril 1988 modifié. Outre cette

étiquette, il sera également apposé sur les emballages extérieurs de transport des déchets contenant de l'amiante libre (poussières, fibre) une étiquette de transport « classe 9 » visible lors de l'ouverture du conteneur ou du véhicule.

2.4.9 Transport

Les déchets d'amiante friable ou ceux contenant de l'amiante libre tels que pendant le transport des quantités dangereuses de fibres d'amiante puisse être libérées sont transportés conformément aux règlements concernant le transport des matières dangereuses (par route ADR, par voie ferrée RID, autres).

Les déchets conditionnés de matériaux constitués d'amiante lié (éléments en amiante ciment par exemple), sont transportés dans des bennes fermées ou sur des remorques bâchées de manière que toute émission de fibres soit évitée, notamment par chocs ou frottement entre colis, au transport et au déchargement.

2.4.10 Présence d'amiante

Lors de sa reconnaissance des lieux, l'Entrepreneur est tenu de s'assurer de l'existence de matériaux contenant de l'amiante et de prévoir dans son prix l'application des mesures réglementaires de démontage, conditionnement, transport et traitement de ces déchets.

En ce qui concerne les tuyaux ou fourreaux enterrés, il remettra un prix de démolition d'évacuation et de traitement en fonction du diamètre de la canalisation.

Si des matériaux suspectés de contenir de l'amiante sont découverts en phase chantier, le diagnostiqueur sera prévenu par la maîtrise d'œuvre. Des prélèvements seront effectués par le diagnostiqueur pour s'assurer de la présence effective d'amiante. Le rapport amiante sera mis à jour pour effectuer les travaux complémentaires de désamiantage.

2.4.11 Recommandations

Lors de sa reconnaissance des lieux, l'Entrepreneur est tenu de s'assurer de l'existence de matériaux contenant de l'amiante et de prévoir dans son prix l'application des mesures réglementaires de démontage, conditionnement, transport et traitement de ces déchets.

En ce qui concerne les tuyaux ou fourreaux enterrés, il remettra un prix de démolition d'évacuation et de traitement en fonction du diamètre de la canalisation.

2.5 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES & DES TRAVAUX DE CURAGE

2.5.1 Impositions et autorisations des services administratifs

Déclaration des travaux aux diverses instances : concessionnaires, CRAM, OPPBTP, inspection du travail, etc.

Demandes d'autorisation aux collectivités locales : autorisation de voirie, occupation du domaine public, ramassage des déchets ménagers avec ou sans tri.

2.5.2 Sécurité générale des usagers, des voies publiques et des voisins

Pendant l'exécution des travaux, l'Entrepreneur devra prendre toutes mesures nécessaires à assurer la sécurité des usagers des voies publiques et à celles des voisins.

Un Plan d'Installation de Chantier devra être édité par l'entreprise pour avis auprès du SPS, de la maîtrise d'œuvre.

En particulier, il fera procéder à la mise en place de tous échafaudages et protections efficaces contre les chutes, les projections et les poussières.

Les sorties de chantier seront signalées par des panneaux réglementaires, et nettement dégagées de part et d'autre des sorties de chantier, de façon à attirer l'attention des usagers de l'espace publique. L'Entrepreneur appliquera les règlements administratifs en vigueur, et notamment les règles de police et voirie de la Ville.

Les déposes seront exécutées suivant les moyens propres à l'entreprise ; toutefois, l'emploi d'explosifs sera interdit.

L'Entrepreneur prendra toutes précautions utiles pour éviter les troubles de voisinages dus à l'utilisation d'engins bruyants ou dangereux. En cas de nécessité absolue d'utilisation de ces engins, l'Entrepreneur devra obtenir l'accord préalable des riverains et des services de police. Les clôtures éventuelles à l'intérieur du site, le gardiennage et les signalisations de chantier seront prévues conformément aux règles en vigueur.

2.5.3 Salissures des voies du domaine public

Les salissures des voies du domaine public par les engins et camions devront être éliminées en tout premier lieu par des dispositions appropriées prises sur le chantier lui-même. Les dispositions prises devront être soumises à l'agrément du Maître d'Œuvre et du SPS.

En outre, l'Entrepreneur sera responsable du nettoyage du domaine public.

2.5.4 Chutes de matériaux des bennes engins

A l'occasion de toute sortie sur le domaine public d'un véhicule en charge, l'entrepreneur devra s'assurer qu'aucun élément du chargement ne peut tomber ou s'envoler du véhicule, il devra la mise en place des filets de protection si nécessaire.

2.5.5 Accès, circulation et entretien des routes

Les routes d'accès au chantier seront entretenues par l'Entrepreneur pendant toute la durée de ses travaux. En particulier, elles devront être tenues propres et nettoyées quotidiennement.

L'entrepreneur devra l'entretien et la remise en état générale à l'avancement des travaux, ainsi que les aménagements et matériaux de stabilisation complémentaire nécessaires à l'évolution de son matériel.

2.5.6 Travaux de réfection

L'étalement ou la réfection éventuelle des constructions et ouvrages voisins qui auraient été endommagés du fait de ses travaux sont à la charge de l'Entrepreneur, qui prendra également en charge les dégâts qu'il aura éventuellement causés à l'extérieur de l'emprise des travaux. Tous les frais résultants d'une protection défectueuse ou insuffisante seront intégralement supportés par l'Entrepreneur.

Il est précisé à l'Entrepreneur que certaines réfections, en cas d'urgence, devront être exécutées, même en dehors des heures normales de travail.

2.5.7 Méthodes d'exécution des travaux

La méthode de dépose et de chargement des gravois sera laissée au choix de l'Entrepreneur qui devra cependant respecter la réglementation en vigueur concernant les travaux de dépose.

Les opérations de dépose ne devront pas nuire à la circulation et à l'état des chaussées des voies voisines du chantier, sauf autorisation demandée par l'Entrepreneur aux autorités compétentes. L'Entrepreneur sera responsable de tout accident ou désordre qui serait la conséquence de ses travaux.

2.5.8 Ouvrages existants voisins

L'Entrepreneur devra prendre toutes dispositions pour assurer la stabilité des chaussées et des constructions existantes voisines.

2.5.9 Ouvrages souterrains existants

Dans l'emprise du chantier et sous les chaussées adjacentes, l'Entrepreneur devra protéger pendant la durée des travaux les canalisations et ouvrages rencontrés tels qu'égouts, collecteurs, canalisations électriques, de télécommunications, d'eau, de gaz, de chauffage, etc.

Il devra assurer, en accord avec les administrations et concessionnaires concernés, le fonctionnement normal et continu de ces éléments.

Tous les travaux de remise en état neuf des parties qu'il aurait détérioré seront à sa charge. L'entreprise est réputée avoir pris parfaite connaissance des DICT.

2.5.10 Evacuation des gravois

Ils seront évacués aux décharges publiques en suivant l'avancement des travaux. L'Entreprise fera son affaire de toutes les autorisations, taxes et redevances, hors déchets de classe 1 (amiante, fibrociment, etc.)

Dans les étages les gravois seront évacués par l'intermédiaire de goulottes qui pourront être placées sur les façades.

La dispersion de poussière sera limitée en mettant en place des jupes aux extrémités des goulottes et recouvrant la totalité de la surface des bennes de réception.

Cette prestation comprend le tri des déchets.

2.5.11 Récupération des matériaux et enlèvement des déblais

Les matériaux de construction et équipements divers récupérés seront la propriété de l'Entrepreneur. Il sera tenu néanmoins d'évacuer ceux-ci au fur et à mesure des déposes. L'entreprise se réserve la propriété exclusive des objets d'art ou des valeurs que pourraient receler les constructions à déposer, sauf à indemniser l'Entrepreneur de ses soins particuliers.

L'Entrepreneur devra informer son personnel du droit que se réserve ainsi l'entreprise. Il est toutefois spécifié qu'il ne pourra prétendre à une augmentation du délai d'exécution qui lui est imparti, sous prétexte de soins particuliers à apporter dans l'exécution de son travail pour permettre la récupération d'ouvrages ou de matériaux.

Les gravois et matériaux non récupérés seront mis en décharges au fur et à mesure de leur production. Aucun dépôt de matériaux ne sera toléré dans le chantier.

Les surfaces des zones des bâtiments et leurs abords immédiats seront livrés après dépose en bon état de propreté et exempts de tous gravois ou matériaux de quelque nature qu'ils soient, afin que les corps d'état qui succèdent puissent exécuter leur travail sans sujétion supplémentaire. A la fin des travaux, il sera procédé à la réception du support.

2.5.12 Nuisance sonore

à compléter en fonction du règlement de l'ASA

Les méthodes de travail et les matériels utilisés ne devront pas engendrer, en limite de propriété, des niveaux de bruit supérieurs à ceux tolérés par les textes en vigueur.

Le titulaire du présent corps d'état prendra toutes les mesures nécessaires afin de limiter les nuisances sonores. L'emploi du marteau piqueur sera limité. Les déposes seront réalisées de préférence par sciage des éléments.

Protections contre les vibrations

L'entreprise prévoira son intervention de manière à limiter les vibrations. L'utilisation de matériel à percussions devra être strictement limitée via un phasage dans le temps et dans l'espace (BRH, Marteaux piqueurs, perceuses à percussions). Le recours à des équipements rotatifs (scies, ...) et non générateurs de vibrations basses fréquences (découpe laser, lance thermique) sera systématiquement préféré. L'objectif est de respecter le contour limite de confort tel que défini dans les courbes de la norme française E90401 et la norme ISO2631.

Protections contre les bruits aériens

Les matériels de chantier utilisés devront être conformes aux réglementations en vigueur en matière de lutte contre le bruit de voisinage.

Les exigences à tenir sont basées sur les recommandations du ministère de la santé pour les niveaux de bruit de fond 38 dB (A) (bruit aérien résiduel) et la norme NFE 90.401 qui propose les contours limites des niveaux d'accélération correspondant pour l'homme à des limites de confort, d'efficacité au travail et de danger (bruit solidien).

Pour les déposes près de voisinage sensible, il est imposé un niveau sonore limite dans les locaux occupés avoisinant et notamment dans les chambres ; contour NR 40 tel que défini par la norme française S30.010 à l'exception de la valeur de niveau sonore dans la bande d'octave de 4000 Hz qui ne doit pas excéder 50 dB.

2.5.13 Hygiène et sécurité

Les gravois et autres matériaux et matériels seront évacués à l'avancement en évitant toute surcharge sur les planchers et platelages. L'Entreprise devra cependant prévoir toutes dispositions pour maîtriser un incendie qui pourrait se déclarer dans ces gravois, dès son apparition.

2.5.14 Horaires

L'entrepreneur du présent lot doit veiller à ce que la rotation des bennes et l'amené et repli du matériel se fassent dans les plages horaires exigées par la direction de l'hôpital pour ne pas perturber le fonctionnement général du site hospitalier.

2.5.15 Sécurisation du site

L'entrepreneur du présent lot veillera à ce que le chantier reste fermé et clôturé et la signalisation réglementaire de sécurité visible en permanence.

2.5.16 Méthodologie de travail

Celle-ci sera proposée par l'Entreprise et approuvée par le Maître d'Œuvre et le bureau de contrôle.

L'Entreprise devra joindre à son offre obligatoirement, sous peine d'exclusion, un mémoire technique détaillé précisant :

- Les moyens prévus (hommes, matériels avec indications des types et des niveaux sonores, etc.).
- La méthodologie de travail avec indications des moyens de dépose.
- Les dispositifs de sécurité prévus (tiers, ouvriers, etc.).
- Les installations de chantier proposées pour l'exécution des travaux de ce corps d'état.

- Les travaux seront réalisés selon le planning des travaux indiqué dans le règlement de consultation.

2.5.17 Textes réglementaires à respecter

Textes et règlements évoqués ou cités dans le présent CCTP.

- Recommandations du ministère de la Santé sur les niveaux d'affaiblissement acoustique de décembre 1978 modifié en 1984.
- Règlement de l'ASA.

2.5.18 Nettoyage et bennes

Nettoyage et dépoussiérage de la zone des travaux après l'achèvement des travaux.

L'entreprise prévoira les bennes d'évacuation des matériaux avec goulotte et évacuation en décharge au fur et à mesure des travaux de déposes. Les bennes seront impérativement bâchées.

2.6 PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA SECURITE

La présente opération est soumise à la loi n°93 1418 du 31 Décembre 1993 et ses décrets d'application concernant la coordination du chantier en matière de Sécurité et de Protection de la Santé. L'entreprise devra se conformer aux prescriptions du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé. En particulier, il procédera à la visite d'inspection commune et établira son PPSPS.

Les dispositions propres à assurer la sécurité des personnes pendant l'exécution des travaux, conformes aux lois et règlements en vigueur, seront prévues par le titulaire du présent lot (pancartes et signalisation réglementaire).

Outre les précautions et l'observation des règles de sécurité habituelles, des dispositions particulièrement efficaces et rigoureuses seront prises au niveau de la protection des personnes, contre les risques d'accidents corporels, tant au personnel des entreprises, qu'aux occupants et au public.

A cet effet et entre autres :

- les zones de passage obligatoires seront protégées de façon permanente,
- un périmètre de sécurité délimitant les zones de danger et englobant celles de travail et de préparation, sera installé au sol, et maintenu en état pendant toute la durée des travaux. Il interdira l'approche de toute personne étrangère aux travaux.

2.7 RESPONSABILITE ET AUTOCONTROLE

L'entrepreneur en tout état de cause devra exécuter les ouvrages suivant les règles de l'art et devra répondre aux prescriptions techniques réglementaires et fonctionnelles comprises dans les textes officiels, sur les plans, etc.

En cas de contradiction entre deux documents ou lorsqu'une indication ou une prestation ne figure pas sur l'une des pièces du Marché, elle devra être signalée avant la signature du Marché.

Au-delà de cet acte, le Maître d'Œuvre fixera unilatéralement les points litigieux sans que l'entreprise puisse prétendre à un quelconque supplément sur le prix convenu.

L'entreprise devra signaler, avant signature, au Maître d'Œuvre, les dispositions qui ne lui paraissent pas en rapport avec la solidité, la bonne conservation des ouvrages ou l'usage auquel ils sont destinés.

Le fait que l'entreprise exécute les travaux sans rien changer aux prescriptions qui lui étaient transmises, ne peut atténuer en rien sa pleine et entière responsabilité.

Il est rappelé à l'entrepreneur que la Maîtrise d'œuvre et le contrôleur technique interviennent ponctuellement en vérification de conformité et de qualité d'exécution, de ce fait les personnes responsables de l'entreprise titulaire du présent marché qui sont en permanence sur le chantier doivent assurer leur autocontrôle et ne pas attendre les remarques éventuelles d'autres intervenants.

Il est tenu de désigner un représentant qualifié, muni des pouvoirs nécessaires pour prendre toutes les décisions utiles, donner toutes les instructions au personnel de son entreprise, assister aux rendez-vous de coordinations et aux réunions de chantier.

L'entrepreneur effectuera son autocontrôle à ses frais. Il devra en soumettre les modalités au Maître d'œuvre et au Bureau de Contrôle, ces derniers pouvant faire modifier les prestations prévues par l'entreprise sans que celle-ci puisse prétendre à une quelconque indemnité.

L'entrepreneur fera éditer à ses frais les documents nécessaires à l'autocontrôle.

Il sera demandé en cours de chantier et sera également mis dans le dossier DOE, les fiches autocontrôle à chaque étape de la réalisation.

2.8 VISITE DES LIEUX ET CONNAISSANCE DU PROJET

L'entrepreneur du présent lot devra avoir procédé à la reconnaissance du site, de sa configuration, de ses contraintes et de ses abords ainsi que tous les éléments nécessaires à la bonne exécution de ses travaux avant la remise de son offre de prix. Dans tous les cas, l'entrepreneur sera réputé avoir pris connaissance des lieux et ne pourra en aucun cas demander une actualisation de son offre de prix après signature des marchés.

L'Entrepreneur devra prendre connaissance de l'ensemble du dossier de consultation, pièces administratives, techniques, graphiques et annexes et s'assurer que sa compréhension est complète et cohérente avec les pièces techniques et graphiques des corps d'état ayant des interférences avec le présent lot.

Ainsi, l'entrepreneur veillera à bien appréhender les travaux à sa charge, notamment les travaux à réaliser dans les bâtiments existants et intégrera à son offre toutes les sujétions à prévoir pour la bonne réalisation de ses ouvrages.

Il signalera au Maître d'Œuvre, dans une note annexe à son offre, les anomalies qu'il pourrait déceler.

Par le fait de remettre une offre, l'entrepreneur sera réputé s'être rendu sur place et avoir pris en compte toutes les difficultés du chantier.

2.9 RECEPTION DES SUPPORTS

Après exécution des travaux et avant intervention des autres corps d'état, il sera procédé à une vérification des ouvrages et à l'établissement d'un nouvel état des lieux ; tous les défauts constatés seront à réparer immédiatement afin de permettre l'enchaînement des tâches suivantes. Tout retard sera pénalisé comme un retard survenu sur l'exécution des travaux dont les supports sont refusés.

2.10 NETTOYAGE

Le nettoyage des zones doit être systématique et effectué quotidiennement pour des raisons évidentes de sécurité.

Dès manquement à cette règle, le pilote ou la maîtrise d'œuvre se réserve le droit de commander l'intervention d'une tierce entreprise au frais et risque du titulaire du présent lot.

2.11 PRESENTATION DES OFFRES

L'entrepreneur devra obligatoirement joindre à son offre avec l'acte d'engagement un devis quantitatif estimatif (DQE), avec bordereau des prix unitaires (DPGF), suivant « le cadre de bordereau » en annexe au présent CCTP.

Ce document devra préciser les marques, types et références des principaux matériels proposés dans le cas où ils ne sont pas précisés au présent CCTP.

L'entrepreneur devra obligatoirement certifier avoir vérifié les quantités.

2.12 VERIFICATION DES QUANTITES DU CDPGF

Le cadre du prix global et forfaitaire établi par le Maître d'Œuvre devra avoir été vérifié par l'entrepreneur candidat qui supportera toutes les sujétions relatives à la mise en œuvre et au fonctionnement complet de ses ouvrages, dans le respect des normes et des règlements, sans pouvoir réclamer aucune indemnité complémentaire à la valeur de son marché.

L'entrepreneur candidat devra signaler toutes anomalies qu'il aurait décelées, conformément aux pièces administratives.

Ces vérifications et rectifications éventuelles ne pourront être opérées que lors de l'établissement du marché. Le prix global et forfaitaire ne pourra en aucun cas être modifié à la suite d'éventuelles rectifications, hormis modification demandée par l'entreprise.

2.13 DOCUMENTS A FOURNIR PAR L'ENTREPRENEUR

L'entrepreneur aura à sa charge la remise à la Maîtrise d'Œuvre en quatre exemplaires dont un reproductible, de l'ensemble des plans de récolement, des fiches et essais techniques des ouvrages mis en œuvre compris BSDA.

2.14 DOCUMENTS A CONSULTER

L'Entrepreneur devra consulter tous les documents qui sont répertoriés dans les pièces écrites générales du marché et notamment :

Toutes ces clauses et tous ces documents constituant le marché de l'entrepreneur ont un caractère complémentaire, ils ne peuvent donc être opposés entre eux en cas de divergence éventuelle.

Aussi, l'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance pour application des annexes, notamment le rapport de mission de repérage des matériaux et produits amiantés avant travaux.

2.14.1 Matériaux de base

Les matériaux utilisés seront de premier choix.

L'entrepreneur est responsable des matériaux qu'il met en œuvre.

Avant toute intervention l'entreprise titulaire du présent lot devra présenter plusieurs échantillons pour validation de la part de l'architecte et de l'ABF.

2.14.2 Essais

Les essais sur échantillons de matériaux ou fournitures seront effectués conformément aux normes en vigueur.

Dans le cas d'utilisation de procédés spéciaux, il sera exigé les procès-verbaux des essais.

3. SPECIFICATIONS GENERALES - CURAGE

Lorsque dans le présent CCTP-type figure la formule “ à l'identique ”, elle implique le respect des contraintes archéologiques et architecturales liées à l'histoire du bâtiment concerné ainsi qu'une identité d'aspect avec les parties conservées, mais elle ne préjuge pas d'un usage strict des matériaux initiaux comme des techniques de mise en œuvre initiales.

Le présent CCTP, comme les autres pièces de marché qui le complètent, doit en conséquence définir pour chaque ouvrage (ou élément d'ouvrage) toutes les données à imposer pour sa réalisation, soit en fonction des normes qui sont rappelées, soit en y dérogeant.

Pour un certain nombre de ces ouvrages, il est fait mention de “ surfaces de références ” à localiser sur le bâti existant pour permettre à l'entreprise de connaître très précisément “ le résultat ” qui lui sera imposé et répondre ainsi à la notion d'identique évoquée ci avant.

Les “ dispositions générales ” concernent des prescriptions applicables à tous les cas de la rubrique concernée, quels que soient le type de chantier, la nature et la destination de l'édifice ou de l'objet de la restauration.

Les “ dispositions particulières ” sont des recommandations spécifiques à l'ouvrage concerné.

Elles sont fonction :

- De la particularité du chantier ;
- Des contraintes du projet ;
- De la difficulté de réalisation des ouvrages ;
- Des conditions climatiques et/ou géographiques ;
- De la nature de l'édifice ou de l'objet ;
- De l'état de l'édifice ou de l'objet ;
- De la destination de l'ouvrage ;
- Des difficultés susceptibles de survenir en cours de travaux ;
- D'une façon plus générale de toutes les causes susceptibles d'influer sur la réalisation d'un ouvrage, dont il est fait état à titre d'information auprès des entreprises, sans que les dispositions énoncées puissent être considérées comme exhaustives.

L'entreprise a l'obligation d'employer une main-d'œuvre qualifiée et des matériaux de choix.

3.1 ETUDES

Les études d'exécution (phasage, notes de calcul des renforcements, etc.) sont à la charge de l'entreprise. L'entrepreneur ne pourra réclamer aucun supplément si le Maître d'Œuvre ou le Bureau de Contrôle ou les caractéristiques réelles du terrain ou des existants l'obligent ou lui imposent un mode constructif autre que celui qu'il aura prévu.

L'entrepreneur aura toute latitude auprès du Bureau d'étude pour faire étudier le système constructif de son choix pourvu que celui-ci ait l'agrément du Maître d'Œuvre et du Bureau de contrôle. L'entrepreneur du présent lot devra vérifier les plans faisant partie du projet de consultation et concernant les ouvrages dont l'exécution lui appartient. Les cotes indiquées aux plans ne sont données qu'à titre indicatif, seuls les calculs béton armé permettent de donner les dimensions exactes.

Les plans Curage, joints au DCE, indiquent les ouvrages de structure à démolir et à conserver. Aucun élément ne pourra être ajouté ou supprimé sans accord préalable écrit du Maître d'Œuvre.

Tous les plans établis par l'Entreprise seront obligatoirement soumis au visa du Maître d'Œuvre et du Bureau de Contrôle avant toute la mise en œuvre sur le chantier. A cet effet, l'Entreprise établira un

planning détaillé d'exécution et de diffusion des études, prévoyant en particulier des délais suffisants pour examen de ces pièces par le Maître d'Œuvre et le Bureau de Contrôle.

Les plans d'exécution d'ouvrages divers seront établis par l'Entreprise dans les mêmes conditions que précédemment (maçonneries, réservations, etc....).

Ces études seront menées en étroite collaboration avec les corps d'état concernés.

3.2 ETENDUE DES TRAVAUX ET PRESTATIONS A LA CHARGE DU PRESENT LOT

Les travaux à réaliser par l'entreprise dans le cadre de son marché sont essentiellement les suivants :

- La fourniture des échafaudages, engins et appareils nécessaires à l'exécution des travaux, leur pose, déplacements, dépose et enlèvement.
- La protection des ouvrages repérés comme étant à « conserver ».
- La neutralisation des réseaux : plomberie / chauffage / ventilation / électriques, etc.
- Les travaux de nettoyage, curage et dépose des pièces intérieures de l'ensemble du bâtiment.
- Les travaux de déplombage.
- La dépose de certains ouvrages extérieurs repérés sur les plans architecte, compris descellements, décalfeutrements, démontages, désassemblages ou autres nécessaires à la dépose proprement dite en une ou plusieurs parties.
- L'évacuation de tous les ouvrages ou éléments décrits dans les paragraphes ci-dessous.
- Fourniture des modes opératoires avant démarrage des travaux des zones concernées.
- Les étalements nécessaires à la stabilité des ouvrages, pendant les phases de dépose.
- L'adaptation du matériel utilisé aux travaux à réaliser.

Les prestations de l'entrepreneur comportent en outre :

- Les assurances nécessaires.
- Les installations de chantier et de la base vie réglementaires pour les besoins personnels et matériels.
- Les dispositifs de sécurité (balisage des zones de travaux, protections des travailleurs, protection des riverains).
- L'établissement du PPSPS dès réception du PGC.
- Les frais de transports de matériels.
- Les frais inhérents à la dépose ou traitement et à l'évacuation des déchets de toutes natures (DI, DIB, DIS), ainsi qu'à leur valorisation éventuelle.
- Les moyens de levage et d'échafaudage.
- Le stockage sur le chantier sous la responsabilité de l'entrepreneur.
- Le nettoyage régulier et l'évacuation à la décharge de tous les éléments impropres à une utilisation.
- Les dépenses d'énergies pour la réalisation du chantier.
- Les branchements au départ des fluides + sous comptage
- Les branchements / points d'eau + TD chantier pour l'alimentation des niveaux

3.3 OUVRAGES NON DECRITS SPECIFIQUEMENT

L'entreprise prendra toutes les précautions pour assurer la pérennité des ouvrages conservés. Si la stabilité des éléments est compromise alors l'entreprise doit à sa charge les étalements de consolidation.

Le clos couvert est maintenu pendant le chantier : l'entreprise n'a pas à sa charge la dépose des menuiseries extérieures.

3.4 CARTOGRAPHIE ET BALISAGE D'UN CHANTIER

Les intervenants présents sur un chantier d'amiante doivent connaître, à tout moment, le niveau de contamination par des fibres d'amiante de la zone où ils se trouvent afin d'adapter leur comportement en matière de sécurité et de protection de la santé. Dans un souci de simplification et de clarification, il sera défini, sur un chantier d'amiante, trois types de zones :

Zone rouge : zone fortement contaminée (plus de 100 fibres d'amiante par litre d'air)

Zone orange : zone faiblement contaminée (de 5 à 100 fibres d'amiante par litre d'air)

Zone verte : zone saine (moins de 5 fibres par litre d'air)

Une cartographie du site précisera le découpage en différentes zones ; elle sera établie et tenue à jour à partir des mesures d'empoussièrement réalisées sur le chantier (mesures d'état zéro, de surveillance du chantier et libératoire). Ce découpage sera reporté sur le terrain par un balisage clair de toutes les zones.

A chaque type de zone correspondra des règles des procédures et des mesures de protection spécifiques.

Un point zéro sera effectué avant le démarrage des travaux par zones. Par point zéro, on entend le niveau initial de pollution par les fibres d'amiante de l'atmosphère des locaux dans lesquels sont prévus les travaux.

La phase de préparation du chantier nécessitera de connaître avec précision la nature des matériaux à déposer, leur emplacement, leur composition et leur état initial de conservation (cf. diagnostics AB Expertises en annexe du dossier de consultation des entreprises).

Des contrôles libératoires seront prévus en fin de travaux. Ceux-ci seront prévus par zone de confinement avant enlèvement des sas de confinement.

Si le résultat du contrôle indique une valeur inférieure à la valeur réglementaire de 5 fibres/litre, le confinement sera alors démonté.

Sinon, les contrôles suivants seront réalisés aux frais de l'entreprise, après nettoyages autant que nécessaire pour arriver à cette valeur limite.

En fin de travaux sur l'ensemble des zones, un ultime contrôle libératoire après enlèvement des confinements sera réalisé par prélèvement atmosphérique avant restitution des locaux destinés à être déposés.

Ces mesures libératoires seront commandées par le entreprise à un tiers.

3.5 DIFFERENTS TYPES D'EPC

En plus des E.P.I décrits ci-dessus, et en fonction de la cartographie du chantier, des moyens collectifs de protection sont à prévoir afin de protéger le personnel exécutant les travaux mais aussi, les

intervenants des autres entreprises présentes le cas échéant, les occupants éventuels des locaux voisins des locaux à traiter et l'environnement proche du chantier.

Ces équipements seront :

Le confinement statique

Le confinement statique est constitué d'une double couche de films en polyane placé sur l'ensemble des surfaces de la zone, à l'exception de la partie à désamianter. Il vise à empêcher la dispersion des fibres d'amiante à l'extérieur de la zone.

Le confinement dynamique avec mise en dépression de la zone de travail

La dépression de la zone confinée se fera à l'aide d'une ventilation mécanique extrayant l'air de la zone, avec sur l'extraction des caissons de filtration conforme à la norme NF X 44-013 ;

L'extraction sera alimentée sur un réseau secouru. L'amenée naturelle ou mécanique de l'air compensera la mise en dépression (de préférence par le sas). L'accès à la zone confinée se fera à travers un sas à 3 ou 5 compartiments. L'air doit circuler dans le sas en régime turbulent et de l'extérieur de la zone de travail vers l'intérieur. Selon l'obligation, au moins un compartiment du sas sera équipé d'une douche pour le lavage de tout ce qui sort de la zone confinée. Il est rappelé aux entreprises que tous les équipements après la fin des travaux sont à évacuer suivant les mêmes méthodes et circuits que les matériaux eux même.

3.6 CONDITIONNEMENT ET EMBALLAGE

L'entreprise qui effectue le retrait ou le confinement des MCA (matériaux contenant de l'amiante) doit prendre toutes mesures pour conditionner et évacuer de la zone de travail, les déchets au fur et à mesure de leur production.

Les déchets sont conditionnés conformément aux règlements en vigueur et aux règles imposées par les cahiers des charges des centres d'élimination des déchets de MCA. Le type de conditionnement sera adapté à la nature des déchets : friables, non friables, produits palettisables, EPI, films en matière plastique, etc...

Les conditionnements doivent posséder des caractéristiques propres à éviter toute dispersion de fibres d'amiante (résistance à la déchirure, étanchéité, décontamination) et à permettre leur manutention toutes les étapes de la chaîne d'élimination.

Pour les MCA friables et les déchets contenant de l'amiante libre, le principe généralement établi est le double emballage. Toutefois, d'autres techniques de conditionnement apportant des garanties d'étanchéité équivalentes ou meilleures peuvent être admises. Ces déchets contenant de l'amiante sont soumis par ailleurs aux règlements du transport des matières dangereuses en particulier concernant leurs emballages extérieurs pour le transport qui peuvent être, selon la filière d'élimination :

Des grands récipients pour le vrac (GRV) en matière plastique, métalliques ou composites
Des fûts en acier, en aluminium ou en matière plastique
Des conteneurs fermés
Etc...

Et porter le marquage requis par ces règlements.

Les produits comportant de l'amiante lié comme dans le cas où l'amiante serait immergé ou fixée par un liant naturel ou artificiel (ciment, bitume, asphalte, matière plastique, résine, colle, etc..) sont conditionnés par colis de taille adaptée aux conditions et matériels choisis pour la manutention, recouverts d'un film en matière plastique. Les fragments et les petits éléments sont conditionnés dans des GRV ou des conteneurs fermés.

3.7 ETIQUETAGE

Sur chaque conditionnement unitaire de déchets contenant de l'amiante, il doit être apposé une étiquette conforme au modèle ci-contre donné par le décret n° 88-466 du 28 avril 1988 modifié. Outre cette étiquette, il sera également apposé sur les emballages extérieurs de transport des déchets contenant de l'amiante libre (poussières, fibre) une étiquette de transport « classe 9 » visible lors de l'ouverture du conteneur ou du véhicule.

3.8 TRANSPORT

Les déchets d'amiante friable ou ceux contenant de l'amiante libre tels que pendant le transport des quantités dangereuses de fibres d'amiante puisse être libérées sont transportés conformément aux règlements concernant le transport des matières dangereuses (par route ADR, par voie ferrée RID, autres).

Les déchets conditionnés de matériaux constitués d'amiante lié (éléments en amiante ciment par exemple), sont transportés dans des bennes fermées ou sur des remorques bâchées de manière que toute émission de fibres soit évitée, notamment par chocs ou frottement entre colis, au transport et au déchargement.

3.9 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES & DES TRAVAUX DE CURAGE

3.9.1 Impositions et autorisations des services administratifs

Déclaration des travaux aux diverses instances : concessionnaires, CRAM, OPPBTP, inspection du travail, etc.

Demandes d'autorisation aux collectivités locales : autorisation de voirie, occupation du domaine public, ramassage des déchets ménagers avec ou sans tri.

3.9.2 Sécurité générale des usagers, des voies publiques et des voisins

Pendant l'exécution des travaux, l'Entrepreneur devra prendre toutes mesures nécessaires à assurer la sécurité des usagers des voies publiques et à celles des voisins.

Un Plan d'Installation de Chantier devra être édité par l'entreprise pour avis auprès du SPS, de la maîtrise d'œuvre.

En particulier, il fera procéder à la mise en place de tous échafaudages et protections efficaces contre les chutes, les projections et les poussières.

Les sorties de chantier seront signalées par des panneaux réglementaires, et nettement dégagées de part et d'autre des sorties de chantier, de façon à attirer l'attention des usagers de l'espace publique. L'Entrepreneur appliquera les règlements administratifs en vigueur, et notamment les règles de police et voirie de la Ville.

Les déposes seront exécutées suivant les moyens propres à l'entreprise ; toutefois, l'emploi d'explosifs sera interdit.

L'Entrepreneur prendra toutes précautions utiles pour éviter les troubles de voisinages dus à l'utilisation d'engins bruyants ou dangereux. En cas de nécessité absolue d'utilisation de ces engins, l'Entrepreneur devra obtenir l'accord préalable des riverains et des services de police. Les clôtures éventuelles à l'intérieur du site, le gardiennage et les signalisations de chantier seront prévues conformément aux règles en vigueur.

3.9.3 Salissures des voies du domaine public

Les salissures des voies du domaine public par les engins et camions devront être éliminées en tout premier lieu par des dispositions appropriées prises sur le chantier lui-même. Les dispositions prises devront être soumises à l'agrément du Maître d'Œuvre et du SPS.

En outre, l'Entrepreneur sera responsable du nettoyage du domaine public.

3.9.4 Chutes de matériaux des bennes engins

A l'occasion de toute sortie sur le domaine public d'un véhicule en charge, l'entrepreneur devra s'assurer qu'aucun élément du chargement ne peut tomber ou s'envoler du véhicule, il devra la mise en place des filets de protection si nécessaire.

3.9.5 Accès, circulation et entretien des routes

Les routes d'accès au chantier seront entretenues par l'Entrepreneur pendant toute la durée de ses travaux. En particulier, elles devront être tenues propres et nettoyées quotidiennement.

L'entrepreneur devra l'entretien et la remise en état générale à l'avancement des travaux, ainsi que les aménagements et matériaux de stabilisation complémentaire nécessaires à l'évolution de son matériel.

3.9.6 Travaux de réfection

L'étalement ou la réfection éventuelle des constructions et ouvrages voisins qui auraient été endommagés du fait de ses travaux sont à la charge de l'Entrepreneur, qui prendra également en charge les dégâts qu'il aura éventuellement causés à l'extérieur de l'emprise des travaux. Tous les frais résultants d'une protection défectueuse ou insuffisante seront intégralement supportés par l'Entrepreneur.

Il est précisé à l'Entrepreneur que certaines réfections, en cas d'urgence, devront être exécutées, même en dehors des heures normales de travail.

3.9.7 Méthodes d'exécution des travaux

La méthode de dépose et de chargement des gravois sera laissée au choix de l'Entrepreneur qui devra cependant respecter la réglementation en vigueur concernant les travaux de dépose. Les opérations de dépose ne devront pas nuire à la circulation et à l'état des chaussées des voies voisines du chantier, sauf autorisation demandée par l'Entrepreneur aux autorités compétentes. L'Entrepreneur sera responsable de tout accident ou désordre qui serait la conséquence de ses travaux.

3.9.8 Ouvrages existants voisins

L'Entrepreneur devra prendre toutes dispositions pour assurer la stabilité des chaussées et des constructions existantes voisines.

3.9.9 Ouvrages souterrains existants

Dans l'emprise du chantier et sous les chaussées adjacentes, l'Entrepreneur devra protéger pendant la durée des travaux les canalisations et ouvrages rencontrés tels qu'égouts, collecteurs, canalisations électriques, de télécommunications, d'eau, de gaz, de chauffage, etc.

Il devra assurer, en accord avec les administrations et concessionnaires concernés, le fonctionnement normal et continu de ces éléments.

Tous les travaux de remise en état neuf des parties qu'il aurait détérioré seront à sa charge. L'entreprise est réputée avoir pris parfaite connaissance des DICT.

3.9.10 Evacuation des gravois

Ils seront évacués aux décharges publiques en suivant l'avancement des travaux. L'Entreprise fera son affaire de toutes les autorisations, taxes et redevances, hors déchets de classe 1 (amiante, fibrociment, etc.)

Dans les étages les gravois seront évacués par l'intermédiaire de goulottes qui pourront être placées sur les façades.

La dispersion de poussière sera limitée en mettant en place des jupes aux extrémités des goulottes et recouvrant la totalité de la surface des bennes de réception.

Cette prestation comprend le tri des déchets.

3.9.11 Récupération des matériaux et enlèvement des déblais

Les matériaux de construction et équipements divers récupérés seront la propriété de l'Entrepreneur. Il sera tenu néanmoins d'évacuer ceux-ci au fur et à mesure des déposes. Le titulaire se réserve la propriété exclusive des objets d'art ou des valeurs qui pourraient receler des constructions à déposer, sauf à indemniser l'Entrepreneur de ses soins particuliers.

L'Entrepreneur devra informer son personnel du droit que se réserve ainsi le titulaire. Il est toutefois spécifié qu'il ne pourra prétendre à une augmentation du délai d'exécution qui lui est imparti, sous prétexte de soins particuliers à apporter dans l'exécution de son travail pour permettre la récupération d'ouvrages ou de matériaux.

Les gravois et matériaux non récupérés seront mis en décharges au fur et à mesure de leur production. Aucun dépôt de matériaux ne sera toléré dans le chantier.

Les surfaces des zones des bâtiments et leurs abords immédiats seront livrés après dépose en bon état de propreté et exempts de tous gravois ou matériaux de quelque nature qu'ils soient, afin que les corps d'état qui succèdent puissent exécuter leur travail sans sujétion supplémentaire. A la fin des travaux, il sera procédé à la réception du support.

3.9.12 Nuisance sonore

à compléter en fonction du règlement de l'ASA

Les méthodes de travail et les matériels utilisés ne devront pas engendrer, en limite de propriété, des niveaux de bruit supérieurs à ceux tolérés par les textes en vigueur. Le titulaire du présent corps d'état prendra toutes les mesures nécessaires afin de limiter les nuisances sonores. L'emploi du marteau piqueur sera limité. Les déposes seront réalisées de préférence par sciage des éléments.

Protections contre les vibrations

L'entreprise prévoira son intervention de manière à limiter les vibrations. L'utilisation de matériel à percussions devra être strictement limitée via un phasage dans le temps et dans l'espace (BRH, Marteaux piqueurs, perceuses à percussions). Le recours à des équipements rotatifs (scies, ...)

et non générateurs de vibrations basses fréquences (découpe laser, lance thermique) sera systématiquement préféré. L'objectif est de respecter le contour limite de confort tel que défini dans les courbes de la norme française E90401 et la norme ISO2631.

Protections contre les bruits aériens

Les matériels de chantier utilisés devront être conformes aux réglementations en vigueur en matière de lutte contre le bruit de voisinage.

Les exigences à tenir sont basées sur les recommandations du ministère de la santé pour les niveaux de bruit de fond 38 dB (A) (bruit aérien résiduel) et la norme NFE 90.401 qui propose les contours limites des niveaux d'accélération correspondant pour l'homme à des limites de confort, d'efficacité au travail et de danger (bruit solidien).

Pour les déposes près de voisinage sensible, il est imposé un niveau sonore limite dans les locaux occupés avoisinant et notamment dans les chambres ; contour NR 40 tel que défini par la norme française S30.010 à l'exception de la valeur de niveau sonore dans la bande d'octave de 4000 Hz qui ne doit pas excéder 50 dB.

3.9.13 Hygiène et sécurité

Les gravois et autres matériaux et matériels seront évacués à l'avancement en évitant toute surcharge sur les planchers et platelages. L'Entreprise devra cependant prévoir toutes dispositions pour maîtriser un incendie qui pourrait se déclarer dans ces gravois, dès son apparition.

3.9.14 Horaires

L'entrepreneur du présent lot doit veiller à ce que la rotation des bennes et l'amené et repli du matériel se fassent dans les plages horaires exigées par la direction de l'hôpital pour ne pas perturber le fonctionnement général du site hospitalier.

3.9.15 Sécurisation du site

L'entrepreneur du présent lot veillera à ce que le chantier reste fermé et clôturé et la signalisation réglementaire de sécurité visible en permanence.

3.9.16 Méthodologie de travail

Celle-ci sera proposée par l'Entreprise et approuvée par le Maître d'Œuvre et le bureau de contrôle.

L'Entreprise devra joindre à son offre obligatoirement, sous peine d'exclusion, un mémoire technique détaillé précisant :

- Les moyens prévus (hommes, matériels avec indications des types et des niveaux sonores, etc.).
- La méthodologie de travail avec indications des moyens de dépose.
- Les dispositifs de sécurité prévus (tiers, ouvriers, etc.).
- Les installations de chantier proposées pour l'exécution des travaux de ce corps d'état.
- Les travaux seront réalisés selon le planning des travaux indiqué dans le règlement de consultation.

3.9.17 Textes réglementaires à respecter

Textes et règlements évoqués ou cités dans le présent CCTP.

- Recommandations du ministère de la Santé sur les niveaux d'affaiblissement acoustique de décembre 1978 modifié en 1984.
- Règlement de l'ASA.

3.9.18 Nettoyage et bennes

Nettoyage et dépoussiérage de la zone des travaux après l'achèvement des travaux.

L'entreprise prévoira les bennes d'évacuation des matériaux avec goulotte et évacuation en décharge au fur et à mesure des travaux de déposes. Les bennes seront impérativement bâchées.

3.10 PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA SECURITE

La présente opération est soumise à la loi n°93 1418 du 31 Décembre 1993 et ses décrets d'application concernant la coordination du chantier en matière de Sécurité et de Protection de la Santé. L'entreprise devra se conformer aux prescriptions du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé. En particulier, il procédera à la visite d'inspection commune et établira son PPSPS.

Les dispositions propres à assurer la sécurité des personnes pendant l'exécution des travaux, conformes aux lois et règlements en vigueur, seront prévues par le titulaire du présent lot (pancartes et signalisation réglementaire).

Outre les précautions et l'observation des règles de sécurité habituelles, des dispositions particulièrement efficaces et rigoureuses seront prises au niveau de la protection des personnes, contre les risques d'accidents corporels, tant au personnel des entreprises, qu'aux occupants et au public.

A cet effet et entre autres :

- les zones de passage obligatoires seront protégées de façon permanente,
- un périmètre de sécurité délimitant les zones de danger et englobant celles de travail et de préparation, sera installé au sol, et maintenu en état pendant toute la durée des travaux. Il interdira l'approche de toute personne étrangère aux travaux.

3.11 RESPONSABILITE ET AUTOCONTROLE

L'entrepreneur en tout état de cause devra exécuter les ouvrages suivant les règles de l'art et devra répondre aux prescriptions techniques réglementaires et fonctionnelles comprises dans les textes officiels, sur les plans, etc.

En cas de contradiction entre deux documents ou lorsqu'une indication ou une prestation ne figure pas sur l'une des pièces du Marché, elle devra être signalée avant la signature du Marché.

Au-delà de cet acte, le Maître d'Œuvre fixera unilatéralement les points litigieux sans que l'entreprise puisse prétendre à un quelconque supplément sur le prix convenu.

L'entreprise devra signaler, avant signature, au Maître d'Œuvre, les dispositions qui ne lui paraissent pas en rapport avec la solidité, la bonne conservation des ouvrages ou l'usage auquel ils sont destinés.

Le fait que l'entreprise exécute les travaux sans rien changer aux prescriptions qui lui étaient transmises, ne peut atténuer en rien sa pleine et entière responsabilité.

Il est rappelé à l'entrepreneur que la Maîtrise d'œuvre et le contrôleur technique interviennent ponctuellement en vérification de conformité et de qualité d'exécution, de ce fait les personnes responsables de l'entreprise titulaire du présent marché qui sont en permanence sur le chantier doivent assurer leur autocontrôle et ne pas attendre les remarques éventuelles d'autres intervenants.

Il est tenu de désigner un représentant qualifié, muni des pouvoirs nécessaires pour prendre toutes les décisions utiles, donner toutes les instructions au personnel de son entreprise, assister aux rendez-vous de coordinations et aux réunions de chantier.

L'entrepreneur effectuera son autocontrôle à ses frais. Il devra en soumettre les modalités au Maître d'œuvre et au Bureau de Contrôle, ces derniers pouvant faire modifier les prestations prévues par l'entreprise sans que celle-ci puisse prétendre à une quelconque indemnité.

L'entrepreneur fera éditer à ses frais les documents nécessaires à l'autocontrôle.

Il sera demandé en cours de chantier et sera également mis dans le dossier DOE, les fiches autocontrôle à chaque étape de la réalisation.

3.12 VISITE DES LIEUX ET CONNAISSANCE DU PROJET

L'entrepreneur du présent lot devra avoir procédé à la reconnaissance du site, de sa configuration, de ses contraintes et de ses abords ainsi que tous les éléments nécessaires à la bonne exécution de ses travaux avant la remise de son offre de prix. Dans tous les cas, l'entrepreneur sera réputé avoir pris connaissance des lieux et ne pourra en aucun cas demander une actualisation de son offre de prix après signature des marchés.

L'Entrepreneur devra prendre connaissance de l'ensemble du dossier de consultation, pièces administratives, techniques, graphiques et annexes et s'assurer que sa compréhension est complète et cohérente avec les pièces techniques et graphiques des corps d'état ayant des interférences avec le présent lot.

Ainsi, l'entrepreneur veillera à bien appréhender les travaux à sa charge, notamment les travaux à réaliser dans les bâtiments existants et intégrera à son offre toutes les sujétions à prévoir pour la bonne réalisation de ses ouvrages.

Il signalera au Maître d'Œuvre, dans une note annexe à son offre, les anomalies qu'il pourrait déceler.

Par le fait de remettre une offre, l'entrepreneur sera réputé s'être rendu sur place et avoir pris en compte toutes les difficultés du chantier.

3.13 RECEPTION DES SUPPORTS

Après exécution des travaux et avant intervention des autres corps d'état, il sera procédé à une vérification des ouvrages et à l'établissement d'un nouvel état des lieux ; tous les défauts constatés seront à réparer immédiatement afin de permettre l'enchaînement des tâches suivantes. Tout retard sera pénalisé comme un retard survenu sur l'exécution des travaux dont les supports sont refusés.

3.14 NETTOYAGE

Le nettoyage des zones doit être systématique et effectué quotidiennement pour des raisons évidentes de sécurité.

Dès manquement à cette règle, le pilote ou la maîtrise d'œuvre se réserve le droit de commander l'intervention d'une tierce entreprise au frais et risque du titulaire du présent lot.

3.15 PRESENTATION DES OFFRES

L'entrepreneur devra obligatoirement joindre à son offre avec l'acte d'engagement un devis quantitatif estimatif (DQE), avec bordereau des prix unitaires (DPGF), suivant « le cadre de bordereau » en annexe au présent CCTP.

Ce document devra préciser les marques, types et références des principaux matériels proposés dans le cas où ils ne sont pas précisés au présent CCTP.

L'entrepreneur devra obligatoirement certifier avoir vérifié les quantités.

3.16 VERIFICATION DES QUANTITES DU CDPGF

Le cadre du prix global et forfaitaire établi par le Maître d'Œuvre devra avoir été vérifié par l'entrepreneur candidat qui supportera toutes les sujétions relatives à la mise en œuvre et au fonctionnement complet de ses ouvrages, dans le respect des normes et des règlements, sans pouvoir réclamer aucune indemnité complémentaire à la valeur de son marché. L'entrepreneur candidat devra signaler toutes anomalies qu'il aurait décelées, conformément aux pièces administratives.

Ces vérifications et rectifications éventuelles ne pourront être opérées que lors de l'établissement du marché. Le prix global et forfaitaire ne pourra en aucun cas être modifié à la suite d'éventuelles rectifications, hormis modification demandée par le entreprise.

3.17 DOCUMENTS A FOURNIR PAR L'ENTREPRENEUR

L'entrepreneur aura à sa charge la remise à la Maîtrise d'Œuvre en quatre exemplaires dont un reproducible, de l'ensemble des plans de récolement, des fiches et essais techniques des ouvrages mis en œuvre compris BSDA.

3.18 DOCUMENTS A CONSULTER

L'Entrepreneur devra consulter tous les documents qui sont répertoriés dans les pièces écrites générales du marché et notamment :

Toutes ces clauses et tous ces documents constituant le marché de l'entrepreneur ont un caractère complémentaire, ils ne peuvent donc être opposés entre eux en cas de divergence éventuelle.

Aussi, l'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance pour application des annexes, notamment le rapport de mission de repérage des matériaux et produits amiantés avant travaux.

4. DESCRIPTION DES OUVRAGES

4.1 INSTALLATION DE CHANTIER

L'entreprise a à sa charge la mise en place et la dépose en fin de chantier de toutes les installations de chantier, les dispositions permettant d'assurer l'hygiène et la sécurité du personnel de l'Entreprise, la sécurité des circulations sur les voies publiques au voisinage du chantier et des cheminements à l'intérieur du site pour la durée nécessaire à la réalisation de ses travaux, notamment :

- La signalisation,
- Les clôtures et portail de chantier,
- La base de vie compris bureau de chantier,
- Le panneau de chantier,
- Les protections collectives,
- Les branchements provisoires en fluides depuis le local sous station pour l'eau, ainsi que le local TGBT en ce qui concerne l'électricité, afin d'alimentation de la base de vie, et le bâtiment, comprenant à minima :
 - Un sous compteur d'eau,
 - Un sous compteur d'électricité,
 - Un coffret de chantier d'alimentation par étage (triphase),
 - Un point d'alimentation en eau par étage,
- La fourniture du PIC, et l'aménagement de l'aire de chantier,
- La fourniture des bennes de chantier,
- Le matériel, moyens de manutention, et protection des existants.

4.2 TRAVAUX PREPARATOIRES ET ETUDES

4.2.1 Constat des lieux

L'entrepreneur est tenu de visiter les lieux préalablement à sa remise d'offre.

Il est réputé avoir pris connaissance des lieux, il ne pourra en aucun cas se prévaloir d'un manque de renseignements sur l'état des lieux existants, ni sur les sujétions que cela pourrait impliquer sur son installation de chantier, sur le déroulement de ses travaux ou sur la préservation des existants et mitoyens.

De manière à garantir la non-interférence de ces travaux sur les mitoyens et les ouvrages conservés, il fera établir, à ses frais, avant le début des travaux **et après les travaux**, un constat d'état des lieux et d'état des mitoyens par huissier, comprenant :

- L'état des structures et des façades du bâtiment existant,
- L'état des éléments et ouvrages construits voisins ou en limite de la zone des travaux,
- L'état des accès au chantier (voirie, zone de stockage, zone de manutention).

Un exemplaire de chacun de ces constats sera remis au Maître d'Ouvrage et au Maître d'Œuvre, avant travaux.

4.2.2 Plan de retrait amiante

4.2.2.1 Méthodologie d'exécution

Nature des prestations :

L'entreprise titulaire du présent lot devra, lors de la remise de son offre, détailler l'ensemble des méthodologies qu'elle appliquera pour la mise en œuvre des travaux de désamiantage, et plus précisément :

Préalablement au démarrage des travaux, l'Entrepreneur devra établir un plan de retrait ou de confinement des matériaux contenant de l'amiante, sur la base de l'évaluation des risques réalisée de l'Entrepreneur. Il comprendra notamment :

- Les mesures qu'elle met en œuvre, par phase de travaux, pour :
- Supprimer ou réduire l'émission et la dispersion de fibres d'amiante pendant les travaux de toute nature
- Éviter toute diffusion de fibres d'amiante hors des zones de travaux de toute nature
- Garantir l'absence de pollution résiduelle après travaux
- Permettre au médecin du travail de l'Entrepreneur de se prononcer sur les choix effectués par l'Entrepreneur pour les durées des postes de travail (EPI, pauses, postures...) et d'adapter la surveillance médicale des salariés
- Permettre au CHSCT ou à défaut aux délégués du personnel, de formuler un avis relatif à la prévention de tous les risques et aux conditions du travail sur le chantier permettre au responsable de l'Entrepreneur d'établir les notices d'information destinées aux salariés intervenants

Les documents suivants :

- Les plans de confinements indiquant les sas à l'échelle, l'implantation de tous les matériels (groupes déprimogènes, production eau chaude, compresseur...)
- Les fiches techniques de tous les matériels
- Les fiches sécurité de tous les matériaux
- Une note de calcul justifiant la ventilation et la dépression des zones
- Une note de calcul justifiant le dimensionnement des entrées d'air et leur emplacement
- Un schéma électrique de branchement des installations
- La liste du personnel ainsi que leur aptitude médicale au poste de travail
- Les procédures d'entrée et de sortie de zone pour le matériel et le personnel
- La procédure de raccordement (branchement et débranchement) des opérateurs à l'air
- Les procédures d'évacuation des déchets
- Les procédures de changement des filtres, visant à éviter toute contamination
- La méthodologie détaillée de traitement
- Le programme des autocontrôles de l'Entrepreneur ainsi que les attestations du laboratoire de l'Entrepreneur.

Ce programme définit les emplacements, la fréquence, le type et les objectifs de résultat des contrôles. Il précise les fonctions des personnes chargées de ces contrôles et le nom du laboratoire mandaté pour leur exécution. Tous les contrôles définis dans le présent C.C.T.P. y seront mentionnés et précisés en supplément des autocontrôles propres à l'Entrepreneur.

- L'avis du Médecin du Travail et du CHSCT ou à défaut des délégués du personnel
- Les attestations de compétence des travailleurs impliqués, définies à l'article R. 231-59-10 du Code du travail
- Les résultats des recherches et repérages des matériaux contenant de l'amiante

- La durée maximale du temps de travail avec port ininterrompu d'un équipement de protection respiratoire individuelle ;
- Le temps nécessaire aux opérations d'habillage, de déshabillage et de décontamination des travailleurs, dans les conditions prévues à l'article L. 212-4 ;
- Le temps consacré aux pauses après le port ininterrompu d'un équipement de protection respiratoire individuelle.

Ce Plan de retrait est un document évolutif et sera annexé au P.P.S.P.S. ou plan de prévention. L'ensemble du plan de retrait ou de confinement des matériaux contenant de l'amiante est soumis au Maître d'œuvre et au Coordonnateur Sécurité et Santé s'il y a lieu, pour examen et observations.

Après observations de la Maîtrise d'œuvre et du Coordonnateur Sécurité et Santé et reprise du document, si nécessaire, l'Entrepreneur transmet à l'Inspection du Travail, la CRAM et l'OPPBT, le plan de retrait ou de confinement des matériaux contenant de l'amiante au moins 1 mois avant le début des travaux.

Les matériaux issus des déposes sont évacués en décharge agréée.

L'entreprise respectera les procédures mises en place par l'arrêté suivant les normes en vigueur, et devra en particulier :

- Toute prestation liée au confinement des zones concernées
- L'ensemble des mesures libératoires liées au désamiantage (mesures d'empoussièrement...)

Ce plan comprendra notamment les informations suivantes :

Méthode :

Localisation du chantier :

- Situation précise du chantier et de son environnement, y compris les plans de masse, du bâtiment ou local où se déroule le chantier.
- Sur les plans sont précisés les ouvertures, les accès des personnes et le cheminement des matériaux et gravats ainsi que tout élément pouvant interférer avec le déroulement des travaux (issue de secours, ascenseurs, porte de secours...).

Gestion de l'exposition :

- Etant donné la limitation de la concentration moyenne en fibres d'amiante dans l'air inhalé par un travailleur à 0,1 fibre/cm³, mesurée sur une heure de travail, (conformément à l'arrêté du 14 mai 1996 sur le contrôle de l'empoussièrement) les mesures prises pour atteindre cet objectif seront exposées par l'employeur ainsi que l'avis du médecin du travail et du CHSCT.

Organisation du chantier :

- Les règles d'accès, les balisages et la surveillance seront décrits

Gestion des déchets :

- Le tri, la collecte et le conditionnement seront précisés ainsi que le volume généré et les filières d'élimination.

Contrôles :

Contrôle du chantier :

- Les points de contrôle justifiant le passage d'une étape à une autre seront précisés. Un plan du chantier en cours de travaux sera annexé (emplacement des sas, des extracteurs, des points d'entrée d'air, des points de mesure de la dépression et des points de contrôle de l'empoussièrement).

La fréquence des contrôles des rejets et des contrôles dans les sas doit également être précisée. Cette fréquence doit être cohérente avec les résultats de l'évaluation du risque.

Surveillance des opérations : elle pourra être formalisée par des états de chantier.

Évaluation :

Identification du danger :

- Nature de l'amiante (chrysotile, amosite...) et état de dégradation, concentration (en s'appuyant sur des analyses), présence d'autres matériaux...
- Une localisation précise des matériaux contenant de l'amiante sur un plan du chantier est fournie, identifiant les principaux points critiques.

Une des sources d'identification peut être le rapport remis par le technicien de la construction qualifié dans le cadre du diagnostic prévu par le décret n° 96-97 modifié.

Analyse du risque :

- Description du procédé de dépose, de retrait ou de confinement
- Evaluation du risque engendré par ce procédé,
- Analyse des procédures et modes opératoires.

Mesures de prévention : collective et individuelle.

- Les dispositifs de protection (type de confinement, d'extracteurs, d'équipements de protection individuelle...) sont décrits de façon précise ainsi que leur mode d'utilisation et de contrôle.

Ce plan sera soumis à l'avis du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail et du Médecin du Travail. Il sera transmis sous sa forme finale à l'Inspecteur du Travail, à la Caisse Régionale d'Assurance Maladie (CRAM) et à l'OPPBTP.

Dès l'accord de l'inspection du travail et des organismes de prévention, les travaux de confinement et de désamiantage pourront alors commencer.

L'intervention se fera par phase au fur et à mesure, suivant le planning et la coordination générale du chantier.

4.2.2.2 Document de référence

La MOA a mis à notre disposition un pré-rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux dans un immeuble bâti.

Ce pré-rapport a été réalisé par le Bureau APAVE sous la référence 2312631 rédigé le 08/04/2024 sur base d'une visite de repérage réalisée du 03/04/2024 au 08/04/2024.

Ce rapport fait état de présence d'amiante.

4.2.2.3 Repérage des matériaux amiantés

2.1 Matériaux ou produits contenant de l'amiante affectés par les travaux						
Etage	Local	Composant	Matériau / Produit	Critères(s) ayant permis de conclure	Réf sondage	Réf ZPSO
Sous-sol	Circulations	Revêtements de sols	Dalle de sol, colle et ragréage	Résultat d'analyse (P038)	S005	Z002
		Revêtements de sols	Dalle de sol, colle et ragréage	Résultat d'analyse (P039)		Z002
Sous-sol	Archives pharmacie	Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres	Colles et joints de faïence	Résultat d'analyse (P040)		Z016
Sous-sol	Dgt archives pharm	Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres	Colle de plinthes	Résultat d'analyse (P041)		Z014
Sous-sol	Archives HG	Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres	Colles et joints de faïence	Résultat d'analyse (P040 - idem)		Z016
Sous-sol	Dgt archives HG	Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres	Colle de plinthes	Résultat d'analyse (P042)		Z014
Sous-sol	Matériel HG	Doublage mur	Bandes calicot	Résultat d'analyse (P075)		
Sous-sol	Douches	Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres	Colles et joints de faïence	Résultat d'analyse (P040 idem)		Z016
Sous-sol	Sanit. 3	Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres	Colle de plinthes	Résultat d'analyse (P041 - idem)		Z013
Sous-sol	Réserve oxygène	Conduits et fourreaux	Fourreaux en fibres-ciment dans maçonnerie	Résultat d'analyse (P096)		
Tous niveaux	Cage esc 1	Revêtements de sols	Dalle de sol, colle et ragréage	Résultat d'analyse (P038 - idem)	S007	Z002
Tous niveaux	Cage esc 2	Murs	Enduits	Résultat d'analyse (P090)	S069	Z007
		Plafonds	Enduits à base de plâtre ou ciment	Résultat d'analyse (P092)		
		Revêtements de	Dalle de sol, colle et	Résultat d'analyse	S008	Z002

Etage	Local	Composant	Matériau / Produit	Critères(s) ayant permis de conclure	Réf sondage	Réf ZPSO
		sols	ragréage	(P038 - idem)		
RdC	Hall d'entrée	Revêtements de sols	Dalles de sol beige + colle noire	Document consulté (AAT_HGUIDEP077)	S263	Z018
RdC	Circulations	Cloisons	Panneaux de cloisons	Résultat d'analyse (P137)		
		Revêtements de sols	Dalle de sol marron + colle noire	Document consulté (2206CHNBA2213987 AB - ancien P005)	S010	Z003
		Poteaux	Enduits à base de ciment, lissés ou talochés (ragréage, débullage, lissage)	Résultat d'analyse (P139 - idem)	S071	Z004
RdC	Bur. Pharmacie	Revêtements de sol	Dalles de sol jaune + colle noire	Document consulté (DTA 2206CHNBA2213987 AB - ancien P006)	S001	Z001
RdC	Loc. DM	Revêtements de sol	Dalles de sol jaune + colle noire	Document consulté (DTA 2206CHNBA2213987 AB - ancien P006)	S003	Z001
RdC	Liv. pharma	Revêtements de sol	Dalles de sol jaune + colle noire	Document consulté (DTA 2206CHNBA2213987 AB - ancien P006)	S004	Z001
RdC	Pharmacie	Revêtements de sol	Dalles de sol jaune + colle noire	Document consulté (DTA 2206CHNBA2213987 AB - ancien P006)	S009	Z001
RdC	San Synd Sud	Poteaux	Enduits à base de ciment, lissés ou talochés (ragréage, débullage, lissage)	Résultat d'analyse (P139)	S070	Z004
RdC	San bur. Méd.	Revêtement de murs	Colle de faïence	Document consulté (AAT_HGUIDEP075)	S262	Z016
RdC	San animation	Revêtement de murs	Colle de faïence	Document consulté (AAT_HGUIDEP075)	S276	Z016
RdC	Cuisine	Revêtements de sol	Dalles de sol + colle	Document consulté (DTA 2206CHNBA2213987A B)	S002	Z001
RdC	San. famille	Revêtement de murs	Colle de faïence	Document consulté (AAT_HGUIDEP075)	S277	Z016
R-1	Gaine désenfumage	Trappe désenfumage	Joint blanc poudreux	Résultat d'analyse (P058)		
		Trappe désenfumage	Panneau ouvrant	Résultat d'analyse (P059)		
R+1	Sdb ch 101	Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines,	Colles et joints de faïence	Document consulté (AAT_HGUIDEP033)	S201	Z016

Etage	Local	Composant	Matériau / Produit	Critères(s) ayant permis de conclure	Réf sondage	Réf ZPSO
		coffres				
R+1	Sdb ch 102	Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres	Colles et joints de faïence	Document consulté (AAT_HGUIDEP033)	S202	Z016
R+1	Sdb ch 103	Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres	Colles et joints de faïence	Document consulté (AAT_HGUIDEP033)	S203	Z016
R+1	Sdb ch 104	Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres	Colles et joints de faïence	Document consulté (AAT_HGUIDEP033)	S204	Z016
R+1	Sdb ch 105	Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres	Colles et joints de faïence	Document consulté (AAT_HGUIDEP033)	S205	Z016
R+1	Sdb ch 106	Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres	Colles et joints de faïence	Document consulté (AAT_HGUIDEP033)	S206	Z016
R+1	Sdb ch 107	Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres	Colles et joints de faïence	Document consulté (AAT_HGUIDEP033)	S207	Z016
R+1	Sdb ch 108	Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres	Colles et joints de faïence	Document consulté (AAT_HGUIDEP033)	S208	Z016
R+1	Sdb ch 109	Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres	Colles et joints de faïence	Document consulté (AAT_HGUIDEP033)	S209	Z016
R+1	Sdb ch 110	Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres	Colles et joints de faïence	Document consulté (AAT_HGUIDEP033)	S210	Z016
R+1	Sdb ch 111	Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres	Colles et joints de faïence	Document consulté (AAT_HGUIDEP033)	S211	Z016
R+1	Sdb ch 112	Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres	Colles et joints de faïence	Document consulté (AAT_HGUIDEP033)	S212	Z016
R+1	Sdb ch 113	Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres	Colles et joints de faïence	Document consulté (AAT_HGUIDEP033)	S213	Z016
R+1	Sdb ch 114	Revêtements de murs, poteaux,	Colles et joints de faïence	Document consulté (AAT_HGUIDEP033)	S214	Z016

Etage	Local	Composant	Matériau / Produit	Critères(s) ayant permis de conclure	Réf sondage	Réf ZPSO
		cloisons, gaines, coffres				
R+1	Sdb ch 115	Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres	Colles et joints de faïence	Document consulté (AAT_HGUIDEP033)	S215	Z016
R+1	Sdb ch 116	Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres	Colles et joints de faïence	Document consulté (AAT_HGUIDEP033)	S216	Z016
R+1	Sdb ch 117	Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres	Colles et joints de faïence	Document consulté (AAT_HGUIDEP033)	S217	Z016
R+1	Sdb ch 118	Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres	Colles et joints de faïence	Document consulté (AAT_HGUIDEP033)	S218	Z016
R+1	Sdb ch 119	Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres	Colles et joints de faïence	Document consulté (AAT_HGUIDEP033)	S219	Z016
R+1	Sdb ch 120	Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres	Colles et joints de faïence	Document consulté (AAT_HGUIDEP033)	S220	Z016
R+1	Sdb ch 121	Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres	Colles et joints de faïence	Document consulté (AAT_HGUIDEP033)	S221	Z016
R+1	Sdb ch 122	Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres	Colles et joints de faïence	Document consulté (AAT_HGUIDEP033)	S222	Z016
R+1	Chambre 123	Doublage mur	Enduits de jointoiement des plaques de plâtre	Document consulté (AAT_HGUIDEP048)	S227	
R+1	Sdb ch 123	Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres	Colles et joints de faïence	Document consulté (AAT_HGUIDEP033)	S200	Z016
R+1	Sdb ch 124	Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres	Colles et joints de faïence	Document consulté (AAT_HGUIDEP033)	S224	Z016
R+1	Sdb ch 125	Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres	Colles et joints de faïence	Document consulté (AAT_HGUIDEP033)	S225	Z016
R+1	Sdb ch 126	Revêtements de murs, poteaux,	Colles et joints de faïence	Document consulté (AAT_HGUIDEP033)	S226	Z016

Etage	Local	Composant	Matériau / Produit	Critères(s) ayant permis de conclure	Réf sondage	Réf ZPSO
		cloisons, gaines, coffres				
R+1	Prépa sale	Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres	Colles et joints de plinthes	Document consulté (AAT_HGUIDEP033)	S090	Z013
R+1	Soins	Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres	Colles et joints de plinthes	Document consulté (AAT_HGUIDEP033)	S091	Z013
R+1	Prépa propre	Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres	Colles et joints de faïence	Document consulté (AAT_HGUIDEP033)	S087	Z016
		Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres	Colles et joints de plinthes	Document consulté (AAT_HGUIDEP033)	S089	Z013
R+2	Circulations	Poteaux	Enduits à base de ciment, lissés ou talochés (ragréage, débullage, lissage)	Résultat d'analyse (P170)		Z004
R+2	Ch 212	Doublage mur	Enduit plâtreux, calicot	Document consulté (AAT_HGUIDEP015)	S083	
		Doublage mur	Enduit plâtreux, calicot	Document consulté (AAT_HGUIDEP014)	S077	
R+2	Bureau	Doublage mur	Bandes calicot	Document consulté (AAT_HGUIDEP013)	S082	
R+2	Service	Doublage mur	Bande calicot	Document consulté (AAT_HGUIDEP011)	S081	
R+2	Prépa sale	Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres	Colle et joints de plinthes	Document consulté (AAT_HGUIDE 12/12/2019_P004)	S079	Z013
R+2	Soins	Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres	Colles et joints de plinthes	Document consulté (AAT_HGUIDE 12/12/2019_P004)	S078	Z013
R+2	Prépa propre	Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres	Colle et joints de plinthes	Document consulté (AAT_HGUIDE 12/12/2019_P004)	S080	Z013
RDC	San. réserve	Revêtement de murs	Colle de faïence	Document consulté (AAT_HGUIDEP075)	S278	Z016
RDC	SAS	Revêtements de sols	Dalles de sol beige + colle noire	Document consulté (AAT_HGUIDEP077)	S264	Z018
		Menuiseries	Joints d'étanchéité entre menuiserie et structure	Résultat d'analyse (P151)		

Etage	Local	Composant	Matériau / Produit	Critères(s) ayant permis de conclure	Réf sondage	Réf ZPSO
		Murs et cloisons maçonnés	Enduits de ragréage, débouillage, lissage	Résultat d'analyse (P152)		
RDC	Rangement	Revêtements de sol	Dalles de sol jaune + colle noire	Document consulté (DTA 2206CHNBA2213987 AB - ancien P006)	S275	Z001
RDC	Séjour	Poteaux	Enduits à base de ciment, lissés ou talochés (ragréage, débouillage, lissage)	Résultat d'analyse (P139 - idem)	S072	Z004
RDC	Cuisine désaffectée	Plafonds	Enduits à base ciment	Résultat d'analyse (P161)		
Tous niveaux	Cage esc 3	Revêtements de sols	Dalle de sol, colle et ragréage	Résultat d'analyse (P038 - idem)	S065	Z002
R+3	Toiture	Ardoises, bardeaux bitumineux	Ardoises en fibro ciment	Document consulté (AAT_HGUIDEP088)	S270	
		Éléments associés à la toiture	Conduits de ventilation en fibre-ciment	Document consulté (AAT_HGUIDEP089)	S274	

4.2.2.4 Limites du pré-rapport

Le pré-rapport fait mention de locaux n'ayant pu être visité et qui feront l'objet de travaux dans le cadre de l'opération qui nous concerne. Un complément de diagnostic devra être réalisé par la MOA après le démarrage du curage pour accéder pleinement aux zones.

Etage	Local / partie d'immeuble concerné par les travaux	Visitée	Justification
Sous-sol	Monte-charge	NON	Non accessible
Sous-sol vers Rdc	Esc. Colimaçon	OUI	
Tous niveaux	Clapets cf	NON	Non investigués dans un souci de ne pas altérer leur fonction
Tous niveaux	Portes cf	NON	Non investigués dans un souci de ne pas altérer leur fonction
Tous niveaux	Cage asc.	NON	Non accessible
Tous niveaux	Cage MC	NON	Non accessible
Tous niveaux	Gaines désenfumage	NON	Non accessible

Le pré-rapport ne fait pas mention de certains locaux qui pourront faire l'objet de travaux dans le cadre de l'opération qui nous concerne. Un complément de diagnostic devra être réalisé par la MOA durant le curage, afin d'accéder pleinement au zone Absence de prélèvements sur les cabines d'ascenseurs (freins).

R+3	Équipement machinerie d'ascenseur	NON	Non investigués dans un souci de ne pas altérer leur fonction
-----	-----------------------------------	-----	---

4.2.3 Moyens de protection et conservation des existants

L'entreprise devra intégrer dans son offre la mise en place de protections provisoires de(s) :

- **Sur site deux ascenseur, un récent et un ancien. Pour L'ascenseur récent conservé. En sujétion, cette protection pourra être réalisée avec des panneaux bois (contreplaqués), couvrant l'intégralité du châssis de l'ascenseur à chaque niveau. L'ascenseur ne pourra être utilisé lors des présents travaux**
- Coffrages et structures bétons conservés,
- Menuiseries extérieures,
- Mains-courantes et garde-corps au niveau des cages d'escaliers, **(L'entreprise prévoira la dépose et la repose des de ce derniers lorsque les mur sont amiantés)**
- Les parements béton plaquettes briques extérieurs et intérieurs, attention au manœuvre en ext.
- Les réseaux allant sous dallage du RDJ, **y compris leur protection et bouchonnement pour éviter que des gravats puissent s'introduire.**
- Les descentes d'eau pluviale,
- Baie informatique et caméra ext.

Le titulaire du présent lot devra prendre toutes dispositions utiles et toutes précautions pour ne causer lors de l'exécution de ses travaux, aucune détérioration si minime soit-elle aux existants conservés (notamment le clos couvert).

Il sera seul juge des dispositions à cet effet, des protections à mettre en place, etc.

Le maître d'œuvre se réserve toutefois le droit, si les dispositions prises lui semblent insuffisantes, d'imposer au titulaire, de prendre des mesures de protection complémentaires.

Faute par le titulaire de se conformer aux prescriptions du présent article, il en subira toutes les conséquences : impact financier, reprise des éléments détériorés, ...

4.2.4 Travaux préalables de mise en sécurité

Les prestations de neutralisation et purge des réseaux seront réalisés par le présent lot (réseaux gaz, fluides, chauffage, eau).

Equipements

Conservation d'une alimentation pour la baie informatique, fait par le CH, balisé sous fourreaux.
Protection de baie a prévoir par l'entreprises

Consignation effectuée par le CH BAPAUME (Mainteneur / service) :

- Chauffage + Vidange
- Eau + vidange

Les autres réseaux seront a la charge de l'entreprise.

L'entreprise fournir l'attestations d'isolement des réseaux neutralisés.

Les branchements pour la base vie / désamiantage :

- Les branchements au départ des fluides + sous comptage
- Les branchements / points d'eau – TD chantier pour l'alimentation des niveaux

4.3 TRAVAUX DE DESAMANTAGE

4.3.1 localisation

Le marché de l'entreprise comportera des montants de désamiantage, compris évacuation en décharge. L'entreprise titulaire du présent lot doit l'établissement d'un plan de retrait.

Les travaux seront réalisés conformément aux prescriptions techniques spécifiques. Elle devra respecter le cadre réglementaire suivant : Décret n°2012-639 du 4 mai 2012.

L'entreprise devra justifier d'une qualification spécifique aux travaux de désamiantage (Certification répondant aux exigences de la norme NFX 46-06 « amiante friable »).

Les travaux de désamiantage seront réalisés avant les travaux de curage. L'entreprise titulaire du présent lot se référera au diagnostic amiante APAVE sous la référence 2312631 rédigé le 08/04/2024.

La liste des ouvrages concernés est précisée au §[Repérage des matériaux amiantés](#).

- **HORS COUVERTURE CONSERVEE**

4.3.2 Bouchement / calfeutrement

A la suite des déposes des machines / gaine traversant les pignons, L'Entreprise devra la mise en place d'un calfeutrement comprenant :

- Ossature secondaire sur charpente existante
- Mise en place d'un pare-pluie HPV UV passant sous les ardoises en places
- Contre lattage
- Panneaux tôle acier laqué

4.4 TRAVAUX DE CURAGE

4.4.1 Dépose des réseaux, appareils, terminaux et mobiliers

Localisation

- Toutes zones – Suivant plans de repérage Curage.

Nature des prestations

La prestation comprend la dépose et l'évacuation de tous les réseaux après neutralisation et attestations de consignation des réseaux.

Cette prestation comprend :

- La dépose et l'évacuation de tous les réseaux (câblages, fileries, tuyauteries, etc.) quel que soit leur nature et localisation depuis le TGBT et LE TGS pour l'électricité et depuis la pénétration dans le bâtiment pour les fluides
- La dépose des différents équipements techniques : armoires électriques, chauffage etc,
- La dépose de tous les terminaux (appareils sanitaires, de chauffage, de plomberie, radiateurs, robinetteries, appareils électriques courant fort et faible (prises, luminaires etc.) etc,
- La dépose et l'évacuation de tous les équipements et tuyauterie dans la sous station
- La dépose et l'évacuation des climatiseurs et groupe froid y compris récupération du fluide frigorigène conformément à la réglementation.
- La dépose du monte-charge desservant le RDC depuis le RDJ au niveau de l'aile droite (vue en plan),
- La dépose et l'évacuation des dispositifs RIA, y compris canalisation, bêche d'eau, etc
- La dépose et l'évacuation de tous les équipements de cuisine et le mobilier associé, sauf demande particulière de la maîtrise d'ouvrage ;
- Dépose des Climatisations – compris traitement des fluides Frigo par le présent lot.
- Du mobilier restant (en attente du MOA)

Compris évacuation des gravats en décharge de classe appropriée, y compris descente et chargement.

4.4.2 Démentiellement dépose et évacuation des appareils élévateurs

Localisation

- Suivant plans de repérage curage : ascenseur du noyau central et un monte-charge du RDJ.

Nature des prestations

La prestation comprend la dépose et l'évacuation de deux appareils élévateurs après neutralisation et attestations d'isolement des réseaux électrique.

Cette prestation comprend :

- Nettoyage complet avant découpe,
- Découpe du châssis avec équipement ne produisant ni flamme, ni étincelle,
- Dépose de la cabine, des portes, des mécanismes, de la machinerie, moteur....
- Compris évacuation vers un centre de traitement ou de recyclage.
- Une attention sur le phasage en prenant compte des prélèvements complémentaire a faire par le MOA

4.4.3 Démolition des cloisons

Localisation

- Toutes zones – Suivant plans de repérage Curage

Nature des prestations

La prestation comprend la dépose et l'évacuation de toutes les cloisons légères et en carreaux plâtre, parpaing / béton armé (si indication sur plans), présent à l'intérieur des bâtiments.

Cette prestation comprend :

- La dépose de l'ensemble des cloisons, compris habillages, coffrages et gaines techniques,
- La dépose et l'évacuation des différents doublages, contre-cloisons et isolants,
- Y compris toute sujétion afin de préserver les éléments à conserver,

Compris évacuation des gravats en décharge de classe appropriée, y compris descente et chargement.

4.4.4 Dépose des revêtements de sol

Localisation

- Toutes zones – Suivant plans de repérage Curage.

Nature des prestations

Dépose de tout type de revêtement de sol existant ainsi que son support : carrelage, sols souples, etc.,

Piquetage et grattage du sol existant, compris enlèvement de toutes parcelles adhérentes, colles, barbotines, ragréages, formes de pentes, rampes, chapes, recharges diverses etc.

Compris évacuation des déchets en décharge de classe appropriée.

Spécifications particulières

Une attention particulière est portée aux zones carrelées. L'entreprise devra prendre toutes les précautions nécessaires, afin de ne pas abimer la structure du plancher corps creux (poutrelles-hourdis, avec dalle de compression mince de 5 cm).

La dépose sera des carrelages sera qualifiée de soignée.

En sujétion, l'entreprise pourra procéder par un essai sur une zone test, afin d'évaluer l'amplitude à l'arrachement, et devra alerter la maîtrise d'œuvre en cas de difficulté technique.

En cas de dégradation, l'entrepreneur mettra en œuvre un ragréage structurel, avec mortier de type R4, pour compenser la perte de section au niveau de la table de compression, estimée à 5 cm en moyenne.

4.4.5 Dépose des faux plafonds

Localisation

- Toutes zones – Suivant plans de repérage Curage

Nature des prestations

Dépose des plafonds existants de toute nature en plaques, dalles ou lames, modules acoustiques compris ossatures, suspentes, soffites, formes de faux plafonds, habillages, encoffrements et tous accessoires.

Compris évacuation des déchets en décharge de classe appropriée.

4.4.6 Dépose des menuiseries intérieures

Localisation

- Toutes zones – Suivant plans de repérage Curage

Nature des prestations

Dépose des blocs portes existants de toute nature : bois, métal, PVC, aluminium ainsi que tous éléments menuisés et meubles existants, compris ouvrants, bâtis, vitrage, quincailleries, pattes à scellements, habillages, ébrasements, etc...

Compris évacuation des déchets en décharge de classe appropriée.

Spécifications particulières

Les menuiseries de façades sont à conserver et à protéger en cours de travaux.

4.4.7 Dépose des éléments de métallerie et serrurerie

Localisation

- Toutes zones

Nature des prestations

La prestation comprend la dépose et l'évacuation des différents éléments métalliques :

Cette prestation comprend :

- La dépose des éléments tels que : garde-corps, mains courantes, grilles, cloison grillagée compris ouvrants, barreaudages n'étant pas référencé en tant qu'ouvrage patrimonial.
- Y compris toute sujétion afin de préserver les éléments à conserver

Compris évacuation des déchets en décharge de classe appropriée.

4.4.8 Dépose des équipements en toiture et combles

Localisation

- Toiture et combles sur PH R+2 – Suivant plans de repérage

Nature des prestations

La prestation comprend la dépose et l'évacuation de(s) :

- Equipements technique CVC en combles et sur plots en toiture terrasse,
- Gainés de tout type et toute nature,
- Les isolants en combles,

Compris évacuation des déchets en décharge de classe appropriée.

4.4.9 Dépose des isolants en combles

Localisation

- Combles sur PH R+2 – Suivant plans de repérage

Nature des prestations

La prestation comprend la dépose et l'évacuation de(s) :

- Isolants soufflés en combles,

Compris évacuation des déchets en décharge de classe appropriée.

4.4.10 Réfection de l'étanchéité à l'air et à l'eau

Localisation

- Combles sur PH R+2 et toiture terrasse – Suivant plans de repérage
- De manière générale, toute traversée de toiture ou de mur extérieures ;

Nature des prestations

La prestation comprend la réfection de l'étanchéité l'air et à l'eau sur dalle béton, par mise en œuvre d'une protection provisoire pérenne ou équivalent sur l'intégralité des percements verticaux ou horizontaux des parois donnant sur l'extérieur ou des combles

La durée minimale de garantie d'étanchéité s'étend jusqu'à réalisation des travaux de la phase 2, soit 1 an à compter de la date de réception des travaux.

4.4.11 Curage des revêtements muraux

Localisation

- Toutes zones

Nature des prestations

Le présent poste doit la dépose des différents revêtements muraux tels que faïences, etc. sur les murs conservés jusqu'au support.

Une précaution particulière devra être prise afin de ne pas endommager la structure des éléments conservés. Ce poste comprend la dépose des revêtements muraux minces de type enduits plâtre.

Compris évacuation des déchets en décharge de classe appropriée.

4.4.12 Dépose des installations de lutte contre l'incendie :

Dépose de l'ensemble du matériel et dispositifs de lutte contre l'incendie

Tous les équipements de détection : têtes de détection des incendies (optiques et ioniques)
Tout de matériels de détection, d'informations et de contrôle (armoires de contrôles, alarmes...)
Tout le matériel spécifique d'extinction automatique
Les Réseaux d'Incendie Armés
Les colonnes incendie (sèche ou humides)

L'entreprise devra la mise en décharge appropriés de tous les éléments en particulier les détecteurs ioniques

Localisation : Toutes zones dans le périmètre des travaux.